

« Agir plus, agir mieux en faveur de la femme ! »



FAD Femmes
Actions
Développement

11 ans
stenc



ZOOM 2021
Rapport Annuel

Mots de la Présidente du Conseil d'Administration

2021 fut pour l'ONG FAD une année synonyme de réformes. Lors de la tenue de son Assemblée Générale (AG) ordinaire, les membres de l'organisation, avec l'appui d'experts, ont procédé à une révision objective de ses textes internes, stratégies et politiques en vue d'accroître la rigueur avec laquelle elle mène ses interventions. Ces réformes permettront sans nul doute à l'ONG FAD d'améliorer la qualité des services qu'elle fournit aux communautés.

Toujours dans le souci d'efficacité, l'ONG FAD a eu à réaliser une évaluation des services internes de la Direction Exécutive Nationale (DEN), de laquelle il fut recensé les forces et opportunités mais surtout les faiblesses et menaces de chaque service afin que ceux-ci soient corrigés.

À la sortie de cette année d'action et de réformes, le Conseil d'Administration estime satisfaisant les résultats qui sont présentés dans l'actuel document.

Nous encourageons la Directrice Exécutive Nationale Mme Nafissatou Idé Sadou, sans nul doute qualifiée, pour la gestion des ressources à sa disposition durant son mandat pour l'atteinte des objectifs qui lui furent assignés.



Mme Kanny Soumano
Présidente du Conseil d'Administration

Mots de la Directrice Exécutive Nationale

Quelle merveilleuse Année ! 2021, malgré les multiples défis, fut l'une des plus belles années que nous ayons enregistrées. Ce fut également une année riche, en termes de réalisations d'initiatives et d'activités. En 2021, nous avons collaboré avec dix-huit (18) partenaires techniques et financiers et effectué des missions dans les huit régions du Niger.

L'équipe a bénéficié de plusieurs renforcements de capacité lui ayant permis de renforcer sa confiance et créé des liens significatifs avec d'autres collaborateurs. Sa performance exceptionnelle et son dévouement ont contribué à l'immense succès de l'organisation. Je tiens à la remercier pour le travail remarquable.

Je tiens également à remercier tous nos partenaires pour l'appui constant et la confiance placée en nous. Sachez que votre présence à nos côtés nous permet de faire la différence. Outre les acquis, l'année 2021 a été marquée par de grands événements, entrepris sous fonds propre telle que la première édition de l'évènement Face à Face sur la Solidarité Féminine.

C'est sur une grande note d'espoir que nous embrassons l'année 2022, en formulant le vœu qu'elle soit favorable à l'effectivité des droits des femmes et des filles au Niger.



Nafissatou Idé
Directrice Exécutive Nationale



Cérémonie de clôture AG Ordinaire 2021 de l'ONG FAD



Le Face à Face sur la solidarité féminine

ongfad.org

facebook.com/ongfadniger

linkedin.com/company/ongfadniger

twitter.com/ONGFADniger

PRESENTATION DE L'ONG FEMMES-ACTIONS ET DEVELOPPEMENT

L'ONG Femmes, Actions et Développement (FAD) est une initiative de femmes qui ont décidé de mettre leurs connaissances et expériences en commun en vue de participer activement à la défense, à la protection et à l'épanouissement de la femme et de la jeune fille.

Cette initiative salutaire repose sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Ce combat est loin d'être gagné avec la sous-représentation des femmes dans les instances de prises de décisions et la résistance que les hommes et les partis politiques affichent pour honorer leurs engagements respectifs à rendre davantage les institutions plus accessibles aux femmes.

L'ONG FAD est donc la traduction de la volonté des membres à contribuer pour un réel développement de la femme dans les secteurs sociaux, culturels, économiques et politiques, malgré les adversités.

1. OBJECTIFS DE L'ORGANISATION

Objectif général :

Promouvoir et protéger les droits des femmes au Niger à travers des actions de développement durable et de proximité

Objectifs spécifiques :

- Lutter contre toute forme de discrimination/violence à l'égard des femmes
- Améliorer la participation et l'implication des femmes dans les instances de prise de décisions
- Renforcer le pouvoir économique des femmes et des jeunes filles
- Impliquer les femmes et les jeunes dans la résolution pacifique des conflits
- Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires de la femme et de l'enfant
- Renforcer la scolarisation et le maintien de la jeune fille à l'école
- Assister les femmes et les enfants en situation d'urgence

2. VISION ET MISSION DE L'ONG FAD

La Mission :

Nous constituons un espoir pour les filles et les femmes, ce qui nous motive à défendre leurs droits et lutter contre toutes formes de violences à leur égard.

La Vision :

L'ONG FAD sera l'une des organisations féminines reconnues au niveau national et international dans la défense et la promotion des droits des femmes et des filles à l'horizon 2025.

Le But :

L'ONG FAD a pour but d'aider les femmes et les filles à jouir de leurs droits afin qu'elles soient des actrices de développement durable.

3. LES VALEURS ET PRINCIPES DEFENDUS PAR L'ONG FAD

- Ponctualité
- Professionnalisme
- Réactivité
- Redevabilité
- Réussite
- Transparence
- Créativité

4. AXES D'INTERVENTIONS ET ORGANIGRAMME DE L'ONG FAD

Axes 1: Education

Axes 2: Gouvernance

Axes 3: Santé

Axes 4: Femmes Paix et Sécurité

Axes 5: Autonomisation

Axes 6: Violences Basées sur le Genre



Cérémonie de clôture Assemblée Générale ordinaire 2021, Noom Hôtel, Niamey



ans
stent



Projet: PROMEESS III

Renforcer le potentiel des femmes Mata Masu Dubara (MMD) sur leur participation aux instances de prise de décision

Zones d'intervention: Tillabéri et Niamey



Atelier de formation des femmes élues, Ouallam

PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ - ÉQUITÉ SOCIALE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Au mois de Décembre 2020, le Niger a observé la tenue des élections locales et législatives afin de renouveler les représentants du peuple qui siégeront à l'Assemblée Nationale et au sein des mairies.

Les élections en plus d'instiguer un changement dans la gestion des affaires publiques, permettent également de prendre en compte la représentativité de la couche considérée marginalisée que sont les femmes. En effet les femmes nigériennes particulièrement celles rurales sont peu représentées dans les instances décisionnelles, ce qui accentue les inégalités et freine le développement du Pays.

En vue de corriger ces inégalités, des femmes issues de groupements Mata Masu Dubara (MMD) furent identifiées et formées. Outre les femmes MMD, l'année 2021 a consisté au renforcement de capacités de 123 élus(es) locaux dont 91 femmes et 32 hommes sur plusieurs thématiques à savoir : les rôles et responsabilités, la communication, l'évaluation des besoins, la redevabilité, le programme de développement communautaire (PDC) et le genre.



Amina Boukary

AUDIENCES PUBLIQUES AVEC LES FEMMES MMD SUR LE BILAN DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX ÉLECTIONS LOCALES ET LÉGISLATIVES DE 2020

Au titre de la célébration de la journée internationale des droits des femmes, le 08 Mars, l'ONG FAD a organisé deux (02) audiences publiques au profit des MMD et partis politiques des régions de Niamey (05 communes) et Tillabéry (11 communes : Namaro, Gothèye, Kouré, Hamdallaye, Say, Tamou, Liboré, Karma, Youri, Tillabéry, Balleyara).

Ces audiences publiques ont permis de faire le bilan de la participation des femmes politiques en général et celle des MMD en particulier aux élections locales et législatives de 2020 afin d'en étudier les pistes d'amélioration possibles et ainsi parfaire leur participation future. Elles ont également servi de cadre de sensibilisation à l'endroit des MMD sur l'importance de la solidarité féminine pour leur émergence en politique.

68 femmes MMD et parti politique ont bénéficié de ces audiences publiques.

SENSIBILISATION DES FEMMES DE LA FÉDÉRATION DE LIBORÉ SUR L'IMPLICATION DES FEMMES EN POLITIQUE À TRAVERS L'AMÉLIORATION DE LA SCOLARISATION DES JEUNES FILLES

S'inscrivant dans le cadre de la célébration de la journée nationale de la femme nigérienne le 13 Mai 2021, FAD en collaboration avec la fédération MMD de Liboré a organisé une séance de sensibilisation au profit de 200 personnes de la commune. Cette activité fut faite en vue de sensibiliser les participants sur le lien existant entre la scolarisation des filles, la politique et l'émergence de la communauté en général et de la femme en particulier. Cette sensibilisation marquée par la présence du chef de canton, a eu pour résultat d'édifier les participants sur l'importance de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, pour la politique et pour le développement de la communauté.

ATELIER DE FORMATION DE 123 CONSEILLERS ET CONSEILLERES DES COMMUNES CIBLES DE TILLABÉRY ET NIAMEY

Du mois d'Août à Décembre 2021, plusieurs formations ont été réalisées à l'endroit des élus des communes cibles du projet sur diverses thématiques. Elles ont permis les résultats ci-après :

123 élus formés sur la communication afin d'améliorer leurs techniques de prise de parole en public pour mieux convaincre leur communauté

123 élus édifiés sur leurs rôles et responsabilités dans les buts de connaître leurs devoirs et limites tenant compte de leur statut

123 élus entretenus sur les politiques publiques qui sont des actions mises en œuvre par les municipalités en vue de résoudre un problème propre à leur communauté

111 élus ont compris l'importance de l'évaluation des besoins dans l'obtention des avis de leur communauté pour la prise en compte dans leurs actions.

Les capacités de 111 élus sont renforcées sur la redevabilité leur ayant permis de comprendre la nécessité de rendre compte auprès de la communauté.

91 élus formés sur le plan de développement communautaire (PDC) dans l'optique d'en connaître la quintessence et la méthode de rédaction

91 participants formés sur la thématique du genre pour sa prise en compte et son intégration dans le PDC

Aussi tout au long de ces ateliers, les femmes élues furent sensibilisées sur l'importance de leur adhésion au Réseau des Femmes élues National (REFELON).

FORMATION DES JEUNES EN BLOGGING

Dans l'optique de promouvoir l'engagement des jeunes dans les actions sociales/communautaires, une formation de 3 jours a été réalisée au profit de 32 jeunes (filles et garçons) bloggeurs issus des régions



Atelier de formation des jeunes en bloggig, Niamey

de Niamey, Tillabéri, Dosso, Maradi, Tahoua et Zinder.

Cette formation a porté sur des thématiques ayant attrait aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et à leur perfectionnement en tant que bloggeurs. C'est ainsi que l'atelier eu pour résultat la formation de 32 jeunes sur l'utilisation des réseaux sociaux, les techniques de prise de photos et vidéos mais aussi sur le genre et la masculinité positive afin qu'en tant qu'influenceurs, ils puissent dénoncer les Violences Basées sur le Genre (VBG) sur les réseaux sociaux.

Amina Boukary



Formation des femmes élues, Ouallam



**Projet Appui à
l'Autonomisation des
Femmes en situation
de conflits dans la
Commune de Ouallam**

**Zones d'intervention:
Ouallam (Tillabérie)**

Financé par USAID

APPUI À L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN SITUATION DE CONFLITS DANS LA COMMUNE DE OUALLAM

MARS – JUIN 2021

Depuis 2015 la zone Ouest du Niger est confrontée à une insécurité grandissante ce qui accentue la vulnérabilité économique des femmes et des jeunes filles et limite leur épanouissement.

Dans le but de pallier cette situation, l'ONG FAD a initié le projet "autonomisation économique des femmes et filles vivant en situation de conflit" en partenariat avec Creative Associates International, sous financement par l'USAID.

Le but du projet était de créer les conditions pour que les femmes de la Commune de Ouallam démarrent un processus d'affirmation de leur leadership dans les différentes scènes locales en mettant l'accent sur l'importance de leur pleine participation dans les efforts de maintien et promotion de la paix.



Eud Kaltani

MISSION PRÉPARATOIRE

Une Mission préparatoire, de prise de contact et d'identification de dix (10) groupements féminins actifs de la Commune urbaine de Ouallam a été réalisée. Ainsi, des rencontres d'information et de prise de contact avec les autorités furent effectuées, les groupements féminins actifs dans la commune de Ouallam ont été recensés ; la liste des groupements féminins disponible dans la base de données de FAD fut réactualisée ; dix (10) groupements féminins actifs furent sélectionnés selon le critère de vulnérabilité.

RENFORCEMENT DE CAPACITES DES FEMMES MEMBRES DE DIX (10) UNIONS

D'Avril à Juin 2021 une série d'ateliers de renforcement de capacité a été organisé au profit des femmes membres de dix (10) unions féminines dans la commune de Ouallam. Ces ateliers ont permis les résultats suivants :

-Cinquante (50) femmes formées sur le leadership féminin et les relations de genre afin d'accroître leurs capacités ;

- Cinquante (50) femmes engagées dans la prévention et la gestion non violente de conflits dans leur localité ;

-Dix (10) unions féminines redynamisées autour de l'idéal commun qu'est la paix et de la cohésion sociale ;

-Cinquante (50) femmes ont compris le fonctionnement des associations, groupements et unions ainsi que leur utilité dans la promotion de la cohésion sociale dans un contexte d'insécurité ;

- Dix (10) unions féminines ont été formées et guidées dans l'élaboration de statuts et règlements intérieurs ;

-Cinquante (50) femmes ont mieux cerner l'importance des notions d'épargne, de crédit, d'intérêt et d'amende ;

-Cinquante (50) femmes ont été édifiées sur l'utilité des parts sociales, des différents types de fonds (fonds social ou de solidarité) et les opérations de caisse ;

- Cinquante (50) femmes ont pris connaissances des différentes opérations de manière pratique (épargne et retrait de part, octroi de crédit, remboursement de crédit, épargne quotidienne) ;

- Cinquante (50) femmes sont à mesure de tenir les documents de gestion : livret individuel, cahier d'épargne et cahier de crédit, cahier de gestion du fonds de solidarité, cahier de gestion de l'épargne quotidienne.

- Quarante-huit (48) femmes ont compris le concept et la formulation de messages de plaidoyer.

- Trente (30) femmes ont été édifiées sur l'élaboration de plan d'actions ;

- Dix (10) unions se sont dotées de documents de planification qui leur permettra de mieux organiser et coordonner les activités au cours de l'année.

DOTATION DES DIX (10) ORGANISATIONS FEMININES

Il a été procédé à une cérémonie de remise de dons en équipements évènementiels au profit des dix (10) unions féminines. La cérémonie eu lieu le lundi 31 Mai 2021 dans l'enceinte de la Mairie de Ouallam en présence du nouveau Maire de la Commune de Ouallam, le Secrétaire Générale de la Mairie, la Représentante de la Direction de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant, ainsi que les membres des dix (10) unions féminines et des groupements féminins.

Le don était composé de :

- 30 Motopompes

- 5 Moulins électrique

- 30 machines à coudre

- Kits évènementiels comprenant 4 Bâches, 200 chaises en plastiques, 10 Nattes grands formats, 6 marmites, 50 plateaux de cuisine, 4 louches de cuisines.

CONFERENCE SUR LE ROLE DES FEMMES DANS LA PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS DANS DES ZONES DE CONFLITS ET/OU D'INSECURITE

Environ 848 femmes membres des dix (10) unions féminines bénéficiaires du projet ont suivi avec beaucoup d'intérêt les différents modules de formation et de renforcement de capacités.

Une conférence a été organisée, au cours de laquelle une communication fut faite suivie de témoignages poignants du vécu de certaines femmes vivants dans les situations de conflits ainsi que des efforts développés pour participer à la consolidation de la paix.



cérémonie de remise de dons en équipements événementiels au profit des dix (10) unions féminines de Ouallam



**Projet d'Appui à
l'Autonomisation des Femmes
en Situation
de Conflits**

**Zones d'intervention:
8 régions du Niger**

Financé par USAID

Crédit Photo: ONG FAD

INCLUSION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA PRÉVENTION DES VIOLENCES POST ELECTORALES AU NIGER

Le Niger a observé la tenue des élections locales, législatives et présidentielles en Décembre 2020. Celles-ci furent marquées par une forte candidature des femmes et des jeunes, un tout aussi fort engouement de la population en tant qu'électeurs. Les femmes et les jeunes représentent la couche la plus importante de la population Nigérienne. De ce fait, le pays ne peut se développer sans leur concours et participation.

Bien qu'ambitionnant la création d'espaces plus inclusifs où tous les citoyens nigériens hommes, femmes et jeunes participent librement au processus électoral, sa mise en œuvre demeure imprégnée par des formes exclusives d'un pouvoir découlant d'une logique de domination.

Cependant un progrès est constaté de femmes et de jeunes candidat(e)s tenant en compte des personnes de toutes les couches sociales. Des nombreux messages de paix et de tolérance diffusés par bon nombre de personnes sur la nécessité du fairplay lors des élections, il urge de ne pas perdre de vue que la proclamation des résultats des urnes peut dégénérer à des tensions voire des soulèvements populaires souvent dirigés à l'encontre de personnes apolitiques et de leurs biens. Or le maintien de la paix est un impératif pour le développement et la cohésion sociale d'un pays.

En réponse à ces crises, l'ONG Femmes Actions et Développement (FAD Niger) en partenariat avec CREATIVE International Associates et sous l'appui financier de l'USAID REWARD II a initié le projet "Inclusion des Femmes et des Jeunes dans la Prévention des Violence électorales au Niger".

Objectif Général : Contribuer à des élections pacifiques et démocratiques au Niger.

Objectif 1 : Former 40 femmes et jeunes du Niger sur la gestion et la prévention non violente de conflit

Objectif 2 : Promouvoir des jeunes élèves comme des Ambassadeurs de la Paix

Objectif 3 : Promouvoir les droits de participation aux femmes à la gestion des affaires publiques.



Eude Bokossa Kaltani

MISSION D'INFORMATION, DE PRISE DE CONTACT ET D'INFORMATION

Une mission d'information, de prise de contact et d'information a été menée du 14 juillet 2021 au 25 Aout 2021 dans les huit (08) régions du Niger. Cette mission a permis l'identification des potentiels bénéficiaires des activités du projet à savoir : 40 femmes et jeunes issues des groupements féminins, des Conseils régionaux de la jeunesse, les Comités des Femmes Mentors en Politique (COFEMEP), 40 meilleurs élèves du niveau lycée en raison de cinq (05) par région ; 32 femmes élues locales en raison de 04 par région et enfin 16 radios communautaires en raison de 02 par région

ATELIERS DE FORMATION SUR LA GESTION ET LA PRÉVENTION NON VIOLENTE DES CONFLITS POST ÉLECTORAUX

Ces ateliers se sont déroulés du 2 au 3 septembre 2021 à Niamey au profit de 38 bénéficiaires identifiés lors de la mission préparatoire du projet. Ils ont été conduits par un consultant expert sur les notions de prévention et gestion non violente de conflit avec un accent sur les conflits électoraux.

Résultat obtenu : 38 femmes et jeunes des (08) régions du Niger ont été formés et outillés sur la prévention et la gestion non violente des conflits post-électoraux.

MISE EN PLACE DES COMITÉS DE VEILLE RÉGIONAUX POUR LA GESTION PACIFIQUE D'INCIDENT POST ÉLECTORAL

A la suite de la formation en Prévention et Gestion non violente de conflit, les participants furent organisés au cours d'un atelier d'une journée en Club de Veille Régional au titre de leur région. Ainsi huit (08) Club de veille régionaux furent mis en place soit un Club de Veille par région composé de 05 membres afin de veiller à la gestion de tout genre d'incident post électoral.

Résultats obtenus : Huit (08) Clubs de Veille

Régionaux pour la gestion pacifique d'incident post électoral et autre type d'incident pouvant déboucher à un conflit sont mises en place en raison d'un Club de Veille par région avec des plans d'action élaboré.

CONCEPTION ET DIFFUSION DE MESSAGES DE PAIX ET DE TOLÉRANCE

En octobre 2021, Il a été organisé deux (02) formations au profit de 39 jeunes meilleurs élèves du niveau lycée venant des 08 régions du Niger sur la conception des messages de paix. 64 messages audios et vidéos en français et en langues locales furent enregistrés et diffusés à travers les canaux des radios communautaires, le site web de FAD et télévision ORTN et Labari.

Résultat Obtenu : les 39 élèves venus des huit (08) régions du Niger sont formés sur la communication non violente, ainsi que sur les techniques de formulation de messages de paix et de la tolérance. Et 64 messages de paix ont été formulés et diffusés.

ATELIER DE FORMATION SUR LES TECHNIQUES D'ÉLABORATION D'UN PLAN DE PLAIDOYER

Dans le souci de mener efficacement les missions de plaidoyer, les membres des clubs de veille régionaux ont bénéficiés d'une formation de deux (02) jours en octobre 2021, sur les techniques et l'élaboration d'un plan de plaidoyer à l'endroit des autorités locales, communautaires et leaders politiques des 8 régions du Niger.

Résultats obtenus : 36 femmes et jeunes, membres des Clubs de Veille Régionaux ont été outillés sur les Techniques de conduite de plaidoyer. Un plan de suivi a été élaboré pour chaque club.

ATELIER DE FORMATION SUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PDC) ET TECHNIQUES DE PLAIDOYER AU PROFIT DES FEMMES ÉLUES LOCALES

Pour permettre une meilleure représentativité des femmes élues dans les instances de prises de décisions, 31 femmes élues dont 4 par région ont bénéficié à Maradi d'un renforcement de capacité

sur le Programme de Développement Communal et Techniques de Plaidoyer à Maradi. Ces dernières furent également outillées sur les enjeux et la prise en compte des priorités de leurs communautés en particulier celles des femmes et des jeunes.

Résultats obtenus : 31 femmes conseillères des huit (08) régions du Niger ont été formées sur leurs rôles et responsabilités en tant qu'élue locale. Ainsi que sur les techniques d'élaboration de Plaidoyer.

TABLE RONDE POUR CRÉER UN CADRE DE SYNERGIE D'ACTION ENTRE LES COMITÉS MIS EN PLACE PAR LES PARTENAIRES DE L'USAID

La table ronde s'est tenue à Niamey le 22 décembre 2021 et a réuni les 8 clubs de veilles régionaux, l'équipe du volet gouvernance de l'USAID, la CENI, Le Ministère de la promotion de la femme et la protection de l'Enfant, l'équipe de l'ONG FAD, et les membres des clubs de ACCOUNTABILITY-LAB et MOJEDEC appuyés par l'USAID. Cette table ronde a permis de créer un cadre d'échanges et de partages d'expériences entre les clubs, dont chacun a eu à présenter les activités réalisées, les résultats obtenus et les perspectives.

Résultats obtenus : les Clubs ont ressorti par régions les types de conflits les plus récurrents et mis à jour leur plans d'actions.

MISSION DE PLAIDOYER ET LOBBYING POUR LE RESPECT DU QUOTA DANS LES POSTES NOMINATIFS EN VUE D'UNE BONNE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES

Les élues (regroupées en clubs) ayant été formées sur le Programme de Développement Communautaire et les Techniques d'élaboration de Plaidoyer, ont mené chacun dans sa région, sur 10 jours des missions de plaidoyer et de lobbying pour le respect du quota de 30% aux postes nominatifs. Au cours de ces missions de plaidoyer les femmes élues ont rencontré les représentants des partis politiques et autres autorités locales pouvant influencer directement comme indirectement sur les nominations.

Résultats obtenus : 898 personnes ont été touchés à savoir les autorités administratives, locales, leaders politiques et chefs traditionnels.

Eude Bokossa Kaltani





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

PROJET: INCLUSION DES FEMMES ET DES JEUNES
**TABLE RONDE POUR CRÉER
ENTRE LES COMITÉS DE V
PAR LE
L' HÔTEL BR**





DANS LA PRÉVENTION DES VIOLENCES POST ELECTORALES AU NIGER
R UN CADRE DE SYNERGIE D'ACTION
VEILLE ÉLECTORALE MIS EN PLACE
S PARTENAIRES

22 DÉCEMBRE 2021

ACTIONS E... EMEN
ET DE P...



Table ronde pour créer un cadre de synergie d'action, Hôtel bravia Niamey

Projet: Kagalo

INCLUSION ET FORMATION DES FEMMES LEADERS

Zones d'intervention:
Tillabéri, Ouallam et Téra
financé par Counterpart
International



FAD
Femmes - Actions et Développement

PROJET KAGALO

Femmes autonomisées pour le changement !

Financé par
COUNTERPART INTERNATIONAL

Niger

INCLUSION ET FORMATION DES FEMMES LEADERS

Tillabéri, Ouallam et Téra

Dialogue multi acteurs et plaidoyer sur le leadership féminin,

INCLUSION ET FORMATION DE FEMMES LEADERS AU NIGER

La sous-représentation des femmes dans la gestion des affaires publiques entraîne un déficit démocratique qui se répercute au niveau local. La participation et la représentation égale des hommes et femmes aux processus décisionnels au niveau communal, local et national est essentiel pour prioriser les questions relatives aux droits des femmes dans les agendas politiques.

Cette implication féminine est davantage nécessaire dans les zones en situation de conflits où les hommes sont tués, enlevés, enrôlés et meurtris.

C'est dans ce sens que l'ONG FAD avec l'appui financier de Counterpart International a convenu de la mise en œuvre du projet « Inclusion et formation de femmes leaders au Niger » ou encore dénommé Kagalo. Ce projet vise à garantir le rôle des femmes dans le processus démocratique. Plus précisément, le projet vise à améliorer la préparation des femmes et leur participation en tant que leaders du développement démocratique du Niger et du Burkina Faso et augmenter la participation des femmes aux processus de prise de décision.

Le projet a développé le leadership et les compétences politiques des femmes dans cette région frontalière fragile, en prévision des élections à venir. Cela a garanti également aux femmes des communes de Terra, Tillabéri et Ouallam, de véritables opportunités pour définir et prioriser les problèmes qui sont importants pour elles en vue de les incorporer en tant que recommandations politiques dans les plateformes de campagne.

En outre, le programme Kagalo incita les parties prenantes au niveau national à plaider en faveur de l'inclusion des femmes dans les partis politiques et parmi les décideurs, ainsi qu'à soutenir la planification de nouveaux Plans d'Action Nationaux (PAN) sur femmes, paix et sécurité.

Mariama Mamoudou Djibo



PRE DIALOGUE, DIALOGUE MULTI ACTEURS ET PLAIDOYER SUR LE LEADERSHIP FEMININ DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROJET KAGALO

Il a été organisé dans chacune des communes cibles du projet :

Un pré dialogue qui a consisté à convier les femmes leaders, tout domaine confondu, afin de recenser les obstacles au leadership féminin dans la région de Tillabéri.

Un dialogue multi acteurs qui en plus des femmes leaders, a réuni les hommes leaders de la communauté afin de prendre connaissance des obstacles rencontrés par les femmes dans le cadre de leur autonomisation.

Enfin un atelier de plaidoyer à travers lequel les femmes ont transcrit leurs besoins prioritaires en point de plaidoyer avant de s'organiser en comité pour veiller à la prise en compte de leurs priorités dans les politiques régionales et communales.

Résultats obtenus : à l'issue de cette série d'activités, l'on peut noter que :

- 120 personnes ont contribué aux réflexions pour promouvoir le leadership des femmes dans la région de Tillabéri
- Plus de 30 obstacles au leadership féminin dans la région de Tillabéri et dans les communes cibles du projet ont été recensés
- Plus de 30 priorités pouvant contribuer à affirmer le leadership féminin dans la région de Tillabéri ont été formulées
- 3 comités de plaidoyer pour la promotion du leadership féminin ont été créés

TABLE RONDE POUR EXAMINER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX ÉLECTIONS DE 2020-2021

Les élections étant passées, FAD a jugé nécessaire de convier les acteurs politiques des zones d'intervention du projet afin de faire le point sur la participation des femmes aux élections et d'en tirer des leçons.

C'est dans ce sens que furent réalisées des tables rondes à Tillabéri, Terra et Ouallam avec les femmes Kagalo, les leaders politiques et les autorités administratives pour discuter de la participation des femmes aux élections 2020 et 2021. De ces discussions, sont ressorti les obstacles et les pistes

de solutions afin de renforcer leur participation politique.

Cette activité fut énormément enrichissante pour FAD, car elle a permis de confronter les opinions des hommes à ceux des femmes. Les propos sortis de ces tables rondes lui ont permis de mieux comprendre le processus électoral de 2020 ainsi que la partition jouée par les hommes et les femmes. L'activité fut révélatrice pour les leaders politiques également car elle leur a permis de comprendre davantage les maux des femmes et de connaître leurs revendications. Ils se sont d'ailleurs engagés à restituer les conclusions des tables rondes auprès de leurs leaders politiques également.

Résultats obtenus :

- La liste des femmes Kagalo élues a été mises à jour : 9 conseillères titulaires, 2 suppléantes
- Les leaders politiques et autres parties prenantes du processus électoral se sont exprimés sur les performances et les faiblesses des femmes lors des élections précédentes.
- Une liste de recommandations pour une meilleure représentativité de la femme dans les instances politiques sont disponibles

PRODUCTION D'UN FILM DE TÉMOIGNAGES DES FEMMES CANDIDATES SUR LEUR PARTICIPATION AU PROCESSUS ÉLECTORAL

L'équipe FAD accompagnée d'une agence de communication, s'est rendue dans les chefs-lieux des communes de Tillabéri, Téra et Ouallam afin d'interviewer les femmes Kagalo sur le processus électoral dans le but de produire un film sur la participation politique des femmes. Ce film a pour but, de sensibiliser la population nigérienne, en particulier la gent féminine sur l'importance de leur participation dans la vie politique.

Résultats obtenus : Cette activité a eu un double effet car d'une part elle a renforcé la confiance des femmes et permis de sensibiliser plusieurs milliers de personnes sur l'importance de la participation politique féminine.

Mariama Mamoudou



Dialogue multi acteurs et plaidoyer sur le leadership féminin, Tillabéri





et 2 Liptako

FÉMININS (ADOLESCENTES JEUNES) EN LES
ES ORIENTER VERS DES AGR (CIBLES DEUX
NT 6 COMMUNES AU TOTAL): REUNION DE
E MISE EN PLACE DES GROUPEMENTS

Projet: Impact 2 Liptako

Zones d'intervention:
Tillabéri et Dosso

Financé par Pathfinder
International

Mise en place des groupements féminins

IMPACT 2 LIPTAKO

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), le Niger dispose d'un potentiel important en matière de capital humain qui est la prédominance de sa jeunesse. La question de la santé et de la planification familiale figure parmi les principales priorités en termes de développement durable.

La situation des adolescent(e)s reste préoccupante à plusieurs niveaux de l'échelle de la société nigérienne, tant dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive (SSR), de l'éducation, et la formation professionnelle, ainsi que la question de l'employabilité. Seule la prévention des comportements à risque et la promotion de la santé des adolescent(e)s contribueront à la réussite de l'éducation de ces dernières.

Malgré les multiples efforts déployés par les autorités compétentes ainsi que des partenaires au développement dans ce domaine, il existe toujours des besoins non pris en compte de ces questions qui touchent les jeunes adolescent(e)s dans leur globalité, mais aussi dans l'accès de de ces jeunes aux différentes services SSR/PF.

Dans la seule vision d'apporter sa touche à cette problématique et mieux répondre aux besoins des adolescents et des jeunes, l'ONG Femmes, Actions et Développement (FAD Niger) en partenariat avec l'ONG Pathfinder International au Niger, ont mené des activités afin de créer un environnement juridique, politique et social pour la demande et favoriser l'accès des adolescent(e)s des jeunes aux services de SSR/ PF dans certaines communes des régions de Tillabéry et Dosso



Fanna Boukar

TABLE RONDE DE PLAIDOYER AVEC LES AUTORITÉS LOCALES (H/F) SUR LA PRISE EN CHARGE RAPIDE ET L'APPUI AUX FEMMES ET FILLES VICTIMES DE VBG ET LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE EN MATIÈRE DE SSRJA

L'ONG FAD a organisé le 8 et le 9 avril 2021 dans les régions de Tillabéri et Dosso, des tables rondes qui ont réuni 60 participants (les autorités administratives, coutumières, religieuses, les médecins, les FDS et les jeunes), soit 30 par localité. Elles ont servi de cadre pour échanger sur les difficultés et les défis liés à la prise en charge rapide des femmes et des filles victimes de VBG ainsi que la prise en charge sanitaire en matière de SSRJA (Santé Sexuelle et Reproduction des Jeunes et Adolescents).

Résultats obtenus : à l'issue de cette activité, l'on peut noter :

- Les formes de VBG par localité ont été discutées et comprises
- 60 participants sont sortis édifiés sur la nécessité de la Santé Sexuelle et Reproductive des adolescentes et jeunes.
- 60 participants ont discuté des besoins des survivantes des VBG et de leur référencement vers les services pour une prise en charge effective
- Un plan d'action par région a été élaboré en vue de vulgariser l'Éducation Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes et de la prise en charge des femmes et filles victimes de VBG par les autorités locales.
- 52 participants (Agents de santé, FDS, justice, jeunesse et leaders coutumiers/religieux) ont signé de lettre d'engagement afin de faire des suivis sur la prise en charge sanitaire et de sensibiliser les communautés.

ATELIERS DE FORMATION DES 10 ADOLESCENTES MARIÉES ET 10 NON MARIÉES SUR LES VBG ET LES VOIES DE RECOURS EN CAS DE VIOLENCES SUBIES OU CONSTATÉES

Au Niger, plusieurs filles sont victimes de violences

mais ignorent les voies règlementaires à suivre pour se faire justice. C'est dans ce sens, une formation a été jugée nécessaire afin de les outiller à connaître les options qui leur sont offertes en termes de soutien social, des services de santé, et/ou des voies de justice disponibles.

C'est dans ce sens que furent réalisées des séries d'ateliers de formation au profit de 120 adolescentes (dont 10 mariées et 10 non mariées/commune) de la région de Dosso et Tillabéri (dosso, Boboye, Fillingué, Gothèye, Sakoirra et Kollo) sur les VBG et les voies de recours.

Résultats Obtenus :

- Les notions de bases sur les VBG (définition des concepts : genre, sexe, violences et VBG ; formes ; les typologies, les causes et les conséquences des VBG ont été expliqués et définis.
- Les droits et besoins des survivantes ont été discutés
- Le référencement a été expliqué.
- Les adolescentes engagées.

MISE EN PLACE DE COMITÉS DE VEILLES COMMUNALES EN MATIÈRE DE LA SANTÉ DE LA REPRODUCTION DES JEUNES ET ADOLESCENTS (SRJA)

Du 10 au 19 Juin 2021, l'ONG FAD a procédé à la mise en place de comités de veilles communales en matière de Santé Reproductive des Jeunes et Adolescent (SRJA) dans les six (06) communes d'intervention du projet à savoir Fillingue, Gothèye, Kollo, Tillabéri, Boboye, Dosso. Ces comités, composés de six (06) acteurs locaux (un chef de village, un leader religieux, un agent de santé et deux adolescentes bénéficiaires et un jeune garçon) ont pour cahier de charge d'orienter, de sensibiliser et d'accompagner les jeunes en matière de la SRJA

Résultats Obtenus :

- 36 membres des comités de veille communales sont capacités sur la SRJA et leur rôles et responsabilités en matière de ESRAJ dans leur communauté ;
- 6 comités formellement mis en place

MISE EN PLACE DES GROUPEMENTS FÉMININS EN LES CAPACITANT EN VIE ASSOCIATIVE ET LES ORIENTANT VERS DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS (AGR).

Du fait de leur supériorité numérique, les femmes se doivent de contribuer à la vie socioéconomique du pays. Pour parvenir à cela, un travail doit être fait auprès des jeunes filles afin de les initier aux sources de revenus et par la même lutter contre les violences faites aux femmes. En effet, des études ont démontré la forte corrélation entre la pauvreté des femmes et l'ampleur des violences dont elles sont victimes. Il paraît opportun de renforcer les capacités des adolescentes afin de leur faciliter une insertion socioéconomique. C'est dans cette vision que l'ONG FAD a procédé, du 16 Aout au 4 Septembre 2021, à la mise en place de deux groupements féminins par commune au profit des adolescentes et jeunes des

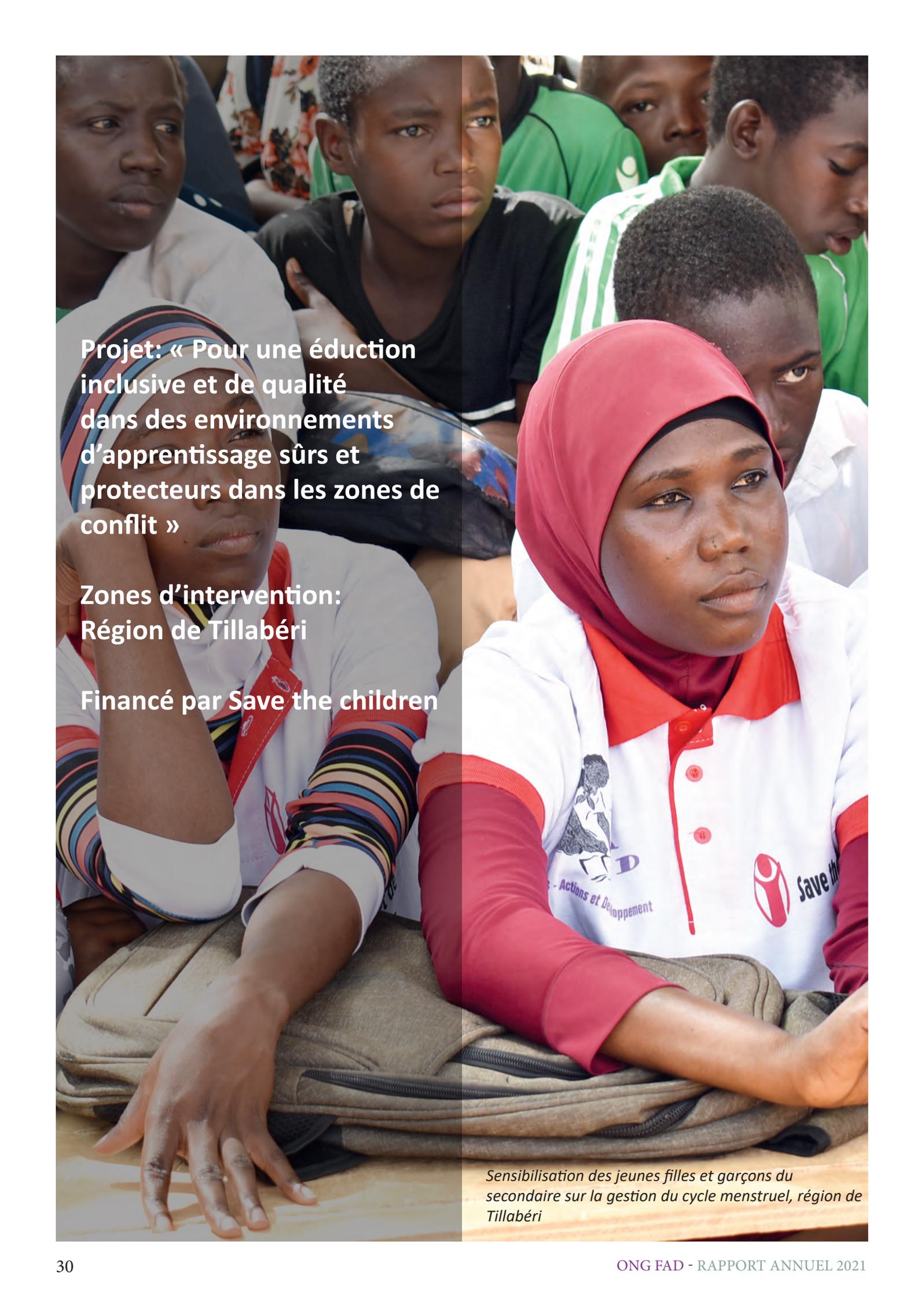
six (06) communes d'intervention du projet à savoir Mokko, Kiota, Damana, Hamdalaye, Sakoira, Dargol. Ces groupements nouvellement créés sont composés de 40 membres reconnus par un agrément.

Résultats Obtenus :

- 370 adolescentes et jeunes ont été conseillés et orientés vers des opportunités d'autonomisations ;
- 370 adolescentes et jeunes ont été formés à la vie associative ;
- 12 groupements féminins dont 2 par commune ont été mis en place ;
- Un plan d'affaire simplifié par groupement est en cours élaboration ;

Fanna Boukar





Projet: « Pour une éducation
inclusive et de qualité
dans des environnements
d'apprentissage sûrs et
protecteurs dans les zones de
conflit »

Zones d'intervention:
Région de Tillabéri

Financé par Save the children

*Sensibilisation des jeunes filles et garçons du
secondaire sur la gestion du cycle menstruel, région de
Tillabéri*

PROJET “ ACCÈS À UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET DE QUALITÉ DANS DES ENVIRONNEMENTS D’APPRENTISSAGES SÛRS ET PROTECTEURS DANS LES ZONES DE CONFLIT”

Ce projet s’inscrit dans un contexte humanitaire, marqué par l’insécurité et la situation de crise dans laquelle se trouve les localités cibles que sont : Tillabéry, Gotheye, Téra, Torodi et Say. En effet, la région de Tillabéry est depuis 2015 sujette aux crises et conflits qui ne cessent de s’accroître, ce qui n’est pas sans conséquence sur l’éducation en général et celui des jeunes filles en particulier car la situation conflictuelle a occasionné la fermeture de plusieurs établissements scolaires dans la région.

Outre les problèmes de maintien, les jeunes filles scolarisées de ces zones d’insécurité subissent plusieurs violences qui impactent négativement sur leur bien-être physique et moral.

Ainsi, en vue de renforcer la résilience des communautés et le maintien des jeunes filles à l’école face à cette situation, l’ONG Femmes Actions et Développement et Save the Children International Niger ont signé, à la date du 25 septembre 2020, un accord standard de sous-allocation de dons, dans le cadre de la mise en œuvre du projet : accès à une éducation inclusive et de qualité dans des environnements d’apprentissage sûrs et protecteurs dans les zones de conflit.

Conclut pour une période de 12 mois, du 15 septembre 2020 au 15 août 2021, FAD en tant que partenaire d’exécution avait pour mission de mettre en œuvre quatre activités.

Abdoul Wahab Adarkas



SENSIBILISATION DES JEUNES FILLES ET GARÇONS DU SECONDAIRE SUR LA GESTION DU CYCLE MENSTRUEL ET DOTATION DE KITS DE DIGNITÉ À DES JEUNES FILLES VULNÉRABLES DU COLLÈGE

Au titre de cette activité, une série de sensibilisations au profit des jeunes filles et garçons du secondaire sur la gestion du cycle menstruel couplée à la dotation des jeunes filles du secondaire en kits de dignité a été réalisée. L'activité est intervenue dans les cinq communes visées par le projet.

Résultats Obtenus :

- Plus de 5000 jeunes filles et garçons du secondaire ont été sensibilisés sur la gestion du cycle menstruel
- 200 jeunes filles vulnérables de 10 établissements scolaires (02 par commune) ont été dotées en kit de dignité, composé de 5 serviettes hygiéniques réutilisables, un carton de savon et du détergent en poudre.

SENSIBILISATION DES ACTEURS DE L'ÉDUCATION DE TILLABÉRY SUR LA VULNÉRABILITÉ DE LA JEUNE FILLE EN CONTEXTE DE CRISE ET LES VBG

Consciente des violences à l'égard des jeunes filles qui interviennent en milieu scolaire, l'ONG FAD en partenariat avec CSI a mené des activités de sensibilisation à l'endroit des acteurs de l'éducation sur la vulnérabilité de la jeune fille en contexte de crise mais aussi sur les VBG. Cette activité a permis de responsabiliser et doter les acteurs de l'éducation, en rudiments nécessaires pour assurer une protection adéquate à la jeune fille notamment en temps de crise.

Au cours de cette activité les autorités locales, le DRES de la région de Tillabéry, la Direction régional de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, les DDES, les Chefs d'établissements, les structures d'appui à l'éducation comme les COGES, AME, APE, etc. ont été fortement impliqués.

Résultats Atteints :

- Plus 200 acteurs sensibilisés sur la vulnérabilité de la jeune fille en contexte de crise et sur les VBG

PLAIDOYER AU NIVEAU NATIONAL POUR LA MISE EN PLACE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES DE COMITÉS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FILLES EN MILIEU SCOLAIRE

Outre les problèmes de maintien, les jeunes filles scolarisées subissent des violences susceptibles d'entraver leur fréquentation scolaire. C'est ce qui a conduit FAD a organisé un atelier de plaidoyer pour la mise en place de comité de lutte contre les violences faites aux jeunes filles en milieu scolaire. Cette activité a également servi de cadre pour une sensibilisation sur la vulnérabilité de la jeune fille en contexte de crise et sur les Violences Basées sur le Genre.

Étalée sur 02 jours, l'activité a permis de toucher les différents acteurs intervenant dans le cadre de la scolarisation et de la protection des jeunes filles. Il s'agit notamment, du représentant du S.G du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), la représentante du SG du ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, les représentants de Save The Children International Niger (SCI), les Chefs de Division d'Étude et de Programmation (DEP) de 07 régions du Niger, les points Focaux partenaires de la DRES/Ti et de la DREP/Ti ; les PF SCOFI de la DRES/ et de La DREP Tillabéri, les inspecteurs des 5 communes d'intervention (Tillabéry, Gotheye, Téra, Torodi, Say) les DDES des 5 communes d'intervention, les SCOFI primaire et secondaire des zones d'interventions, etc.

Résultats Obtenus :

- 40 acteurs de l'éducation conscientisés sur les violences que subissent les jeunes filles en milieu scolaire et les solutions envisageables en vue de mettre fin à cela.
- Des engagements pris par les différents responsables d'établissements en vue de mettre en place les dits comités dans leurs établissements.
- Des recommandations fortes formulées, visant à faire adopter la mise en place des comités de veille dans tous les établissements du Niger.

Abdoul Wahab Adarkas



Sensibilisation des jeunes filles et garçons du secondaire sur la gestion du cycle menstruel, région de Tillabéri



Plaidoyer au niveau national pour la mise en place dans les écoles secondaires de comités de lutte contre les violences faites aux filles en milieu scolaire



**Projet: Renforcement
des capacités des
femmes élues**

**Zones d'intervention:
8 régions du Niger**

Financé par UNFPA

Incubation des femmes élues

INCUBATION DES FEMMES ÉLUES DE TOUTES LES RÉGIONS DU NIGER SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE, LEURS RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Après les élections de décembre 2020 ayant permis à l'ONG FAD de contribuer à l'ascension de plusieurs femmes au niveau local et national comme conseillères municipales et Députés nationaux ; il a été clairement ressorti dans plusieurs évaluations, la nécessité d'un accompagnement permanent pour renforcer les capacités des élues.

A cet effet, l'ONG FAD avec l'appui technique et financier de l'UNFPA, a eu à réaliser plusieurs activités de renforcement de capacité. La méthode de formation utilisée par FAD qui est l'incubation a été très efficace dans le cadre de l'apprentissage de plusieurs thématiques clés. Cela a permis d'outiller les candidates en groupes restreints et sur un temps plus large avec des formateurs (coachs) aguerris sur différentes thématiques.

Cette stratégie d'incubation a été porteuse d'autant plus que les participantes nouvellement élues ont découvert pour la majeure partie de nouveaux concepts et outils nécessaires dans le cadre de leur travail quotidien en tant qu'élues et représentantes des citoyens.

L'objectif général de cette incubation était de fournir un accompagnement individuel et/ou par petit groupe aux élues (locales) sur des thématiques qui amélioreront la qualité de leurs services en tant que représentants du peuple. De façon spécifique il s'est agi :

- D'édifier 40 élues locales sur leurs rôles et responsabilités afin qu'elles assurent pleinement les missions qui leur sont assignées en tant qu'élues ;
- De former 40 élues sur les méthodes de plaidoyer et mobilisation de ressources afin d'améliorer leur activisme et de les amener à initier des actions concrètes pour leurs communautés ;
- De renforcer les capacités de 40 élues en matière de collecte de données pour une évaluation des besoins afin que celles-ci puissent mieux appréhender les besoins de la communauté et les solutionner autant que faire se peut.

Au total 44 femmes élues locales ont été touchées soit un taux de participation moyenne de 110%. Il a

été noté la présence des : Mairessees ; Conseillères de ville, Conseillères d'arrondissement et conseillères communales venant de toutes les régions du Niger.

Au total six (06) sessions ont été développées :
Session 1 : Rôles et Responsabilités des élues locales ;
Session 2 : Politiques sociales ;
Session 3 : Leadership féminin ;
Session 4 : Communication et prise de parole en public ;
Session 5 : Mobilisation des ressources et plaidoyer ;
Session 6 : Collecte de données pour une évaluation des besoins de la communauté.

Chacune des sessions s'est déroulée suivant un plan participatif et interactif qui comprend des séquences permettant d'exposer les connaissances et des activités d'intégration qui permettent aux participants d'assimiler par la pratique immédiate les connaissances reçues et de s'évaluer.

L'animation des sessions de formation a été assurée par une équipe pédagogique composée de cinq (05) Coachs formateurs hautement qualifiés pour la formation des adultes (andragogie). Il s'agit de :

- Dr Amadou Hassane Boubacar : Enseignant-chercheur, Juriste constitutionnaliste, Coordonnateur de l'Association Nigérienne des Constitutionnalistes (ANC), Analyste politique et consultant indépendant ;
- M.Oumarou Adamou : Gestionnaire de Projet de formation, Directeur Pays de Accountability Lab Niger et Coordonnateur du Réseau Nigérien Anti-Corruption ;
- Mme Hélène Ayika : Chargée de Communication, Directrice des Ressources Humaines et Consultante indépendante ;
- M. Moussa Abdou : Directeur Programme à Counterpart International avec plus de 15 ans d'expériences accrues en gestion des programmes/projets.
- M. Samaila Issa Ibrahim : Économiste - démographe, expert en suivi-évaluation avec une expérience dans plusieurs organisations non gouvernementales internationales. Actuellement Directeur des Statistiques au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.

Résultats obtenus :

- 44 élues locales sont édifiées sur les différentes thématiques prévues
- 44 élues se sont fixées des objectifs à atteindre pour la durée de leur mandat

Boureima Inoussa Bassirou

LUNCH AVEC LES LEADERS DES PARTIS POLITIQUES POUR LE SUIVI DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES LEADERS LORS DE LA SIGNATURE DE CONVENTION

Le 29 janvier 2021, l'ONG-FAD a organisé à l'endroit des partis politiques signataires de la convention du 11 septembre 2020 portant promotion des droits politiques des femmes, un déjeuner d'échanges sur l'application de la convention dans le cadre du processus électoral 2020-2021 au Niger.

Au cours de l'activité, les leaders politiques ont eu à s'exprimer sur les initiatives qu'ils ont réalisées pendant les élections passées pour favoriser une place de choix à la femme en vertu de la loi sur le quota et de la convention signée avec FAD. Il en ressort entre autres l'encouragement des candidatures féminines, le paiement de la caution des candidatures féminines par certains partis politiques et autres actions de mobilisation.

L'activité a aussi permis de donner la parole aux femmes ayant été candidates lors des élections afin de faire part des difficultés et des leçons apprises tout

au long du processus électoral. Il s'agit notamment des difficultés financières, de l'insécurité de certaines zones, l'éloignement entre le lieu de résidence et le lieu de campagne, les stéréotypes, le zonage qui n'est pas toujours favorable aux femmes.

Le lunch des leaders politiques a été une belle occasion pour FAD d'évaluer les engagements pris par les leaders politiques dans le cadre de la convention du 11 septembre 2020 et de plaider auprès de ces derniers pour une significative représentation des femmes à l'issue des échéances électorales de 2020 et 2021.

Ce fut également l'occasion pour FAD de féliciter et témoigner sa gratitude à l'UNFPA pour son appui ayant permis de soutenir les femmes candidates dans leurs campagnes électorales en carburant et gadgets de communication.

La cérémonie pris fin par une remise de cadeaux, ainsi qu'un déjeuner riche en couleur.

Boureima Inoussa Bassirou





Lunch des leaders politiques, Hôtel Bravia



*Incubation des femmes élues,
Niamey*



Projet: PISCCA

LUTTE CONTRE LA
DÉSCOLARISATION DE LA
JEUNE FILLE ET LE MARIAGE
D'ENFANTS

Zones d'intervention:
Région de Maradi

Financé par l'Ambassade de
France au Niger

AMBASSADE DE FRANCE AU NIGER
Cohésion Économique
Ensemble

PISCCA
Projet d'Initiative Sociale et Culturelle

« LUTTE C
LA DÉSC
DE LA JE
ET LE MA
D'ENFAN

Région
20

FINANCEMENT PISCCA
SOCIÉTÉ CIVILE ET DE
Autonomisation économi
des

@ONGFADNIGER |

f

PROJET DE LUTTE CONTRE LA DÉSCOLARISATION ET LE MARIAGE D'ENFANT

La déscolarisation de la jeune fille et le mariage d'enfants constituent des problématiques récurrentes dans beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest et plus précisément au Niger. Malgré cette relation existante entre eux, force est de constater que si le mariage des filles de moins de 15 ans lui est puni par le code civil nigérien (article 144), la déscolarisation elle, n'est que découragée par le Décret n° 935 « portant protection, soutien et accompagnement à la jeune fille en cours de scolarité ».

Le présent projet intervient dans la région de Maradi et le choix de cette région n'est pas fortuit. En effet, elle est classée seconde au Niger en terme de faiblesse du pourcentage de filles scolarisées malgré la mobilisation des acteurs et la réalisation de plusieurs actions en faveur de la scolarisation de la jeune fille.

L'objectif général du projet est de contribuer à améliorer la scolarisation et le maintien des filles à l'école dans la région de Maradi.

Ce projet a touché directement 365 personnes répartis comme suit :

- 40 Jeunes filles scolaires (collège et lycée) âgées de 14 à 22 ans avec un niveau scolaire excellent en raison de 05 Filles par école, dont 20 issues de la ville de Maradi et 20 issues des communes de Tibiri et Tessaoua.
- 40 Jeunes filles scolaires du collège et du lycée, âgées de 14 à 22 ans à raison de 05 Filles par école avec un niveau scolaire faible et étant potentiellement à risque d'être déscolarisée ou mariée de force.
- Au titre de l'activité de Feu de camp : 200 femmes et jeunes filles dont les mères des bénéficiaires, âgées d'au moins 14 ans à raison de 40 femmes et jeunes filles par commune, alphabétisées ou non, mariées ou non.
- 50 hommes, dont les pères des bénéficiaires, alphabétisés ou non, à raison de 10 hommes par commune, âgés d'au moins 15 ans.
- 24 Directeurs et enseignants (Hommes et femmes) issus des écoles cibles
- 03 représentants de la Direction de la Promotion de la Scolarisation des filles au niveau local
- 02 représentants des services juridiques et sociaux de prise en charge des VBGMS
- 06 représentants des clubs de santé/CSI locaux



Faridatou Mahaman

FORMATION DE 40 FILLES SCOLAIRES

Deux ateliers de formation de trois (03) jours chacun ont été organisés au profit des filles scolaires en raison de 20 filles par atelier sur les thématiques de leadership avec une spécificité sur la communication, les techniques de prise de parole en public, l'écoute active et les violences basées sur le genre (VBG) pour que les filles puissent reconnaître ce qui constitue une VBG et les voies de recours pour les dénoncer. Elles ont également été édifiées sur la santé sexuelle reproductive (SSR) afin d'améliorer leurs connaissances sur le cycle menstruel et les maladies infectieuses.

Les objectifs visés à travers cette activité sont de prévenir les conséquences des violences basées sur le genre pour un développement durable et équitable ; d'apprendre aux filles le leadership féminin pour une égalité genre et l'autonomisation des femmes ainsi que l'éducation des filles sur la santé sexuelle reproductive pour leur bien être personnel et celui des autres.

Comme points forts de l'activité on peut noter la maîtrise des thématiques par le consultant, la participation des jeunes filles durant la formation sur toutes les thématiques, l'engagement des filles à contribuer au respect des droits de la jeune fille notamment à travers la lutte contre la déscolarisation et le mariage d'enfants et la présence de la Directrice régionale de la scolarisation des filles et celles des communes cibles du projet.

MISE EN PLACE DE COMITÉ DE DÉNONCIATION DES VBG

L'ONG FAD a mis en place, au titre de ce projet, un comité de dénonciation des VBG, dénommé cadre de hearing, dans chacune des huit écoles bénéficiaires du projet. Ces cadres ont pour objectif de recueillir et dénoncer les cas de VBG constatés ou les entraves à l'éducation des filles au sein de leurs établissements scolaires respectifs telle que demandé par le décret N°935-2017 portant protection, soutien et accompagnement de la fille en cours de scolarité.

Les objectifs de la mise en place de ces comités sont : d'amener les filles à identifier les violences basées sur le genre en milieu scolaire, vulgariser le décret et l'arrêté d'application portant protection soutien et accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité, informer les filles des voies de recours existantes pour dénoncer les violations à leur égard, les sensibiliser sur la prise en charge psychologique et sociale des victimes de VBG.

Les points fort à retenir sont entre autres, le fait que les représentants des établissements ont apprécié l'initiative et vont accompagner les comités dans l'exercice de leurs mandats, la volonté des membres des comités pour défendre leurs paires, l'engagement pris par les membres des structures de gestion des établissements pour aider les différents comités.

Faridatou Mahaman



Mise en place de comité de dénonciation des VBGs, Maradi



Crédit photo: ONG FAD



Crédit photo: ONG FAD



Projet:NED

**LES FEMMES : MODÈLES DES
CITOYENNES ACTIVES DANS
LA TENUE DES ÉLECTIONS
2020-2021 AU NIGER**

**Zones d'intervention:
Tillabéri et Niamey**

**Financé par le National
Endowment for Democracy
(NED)**

LES FEMMES : MODÈLES DE CITOYENNETÉS ACTIVES DANS LA TENUE DES ÉLECTIONS 2020 ET 2021 AU NIGER

La Promotion de la participation politique des femmes est un sujet qui mobilise bien de personnes de par le monde. En effet, compte tenu du rôle social des femmes dans la société et de leur supériorité numérique, un pays ne peut continuer à écarter la gent féminine dans les prises de décisions et dans sa gestion démocratique, tant qu'il veut se développer.

Au Niger, l'insuffisance de la participation des femmes est justifiée tantôt par insuffisance de formations, par méconnaissance des droits et devoirs vis-à-vis du pays ou encore par manque d'appuis techniques dans le cadre du processus électoral.

Dans l'optique de préparer les femmes à une participation active aux élections, l'ONG FAD outre les appuis techniques à l'endroit des candidates durant leur période pré et per campagne, a mobilisé et renforcé les capacités des femmes afin d'observer les élections et de ressortir un bilan sur la présence des femmes dans le processus de vote.

Elle a également procédé à la formation de 25 élues de toutes les régions du Niger sur des thématiques qui leur permettront de mieux comprendre les exigences de leur poste.

Amina Boukary

ATELIERS DE FORMATION DES OBSERVATRICES POUR LES OBSERVATIONS DES ÉLECTIONS DU 21 FÉVRIER 2021

Au titre de l'observation des élections, l'ONG FAD a identifié 40 femmes et jeunes filles afin que celles-ci soient formées et responsabilisées pour l'observation du premier et second tour des élections présidentielles.

La formation a consisté comme en l'initiation des observatrices aux techniques d'observation électorale à travers le cadre légal, le guide d'observation, la charte de l'observateur et les formulaires à exploiter dont un prévu pour l'ouverture, un pour le déroulement et un pour la clôture des votes.

Les missions d'observation de l'ONG FAD ont touché 834 bureaux de vote dans les localités de Niamey, Tahoua, Tillabéry, Dosso, Maradi, Diffa, Agadez, Zinder, Tchirozerine, Doutchi, konni, Maine saroua, Bermo, Baleyara, Liboré, Karma, Afala et Sorey.

ATELIER DE FORMATION DE 25 ÉLUES SUR LEURS RÔLES ET RESPONSABILITÉS ET SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE

Du 24 au 26 Aout 2021, l'ONG-FAD, sous le financement de son partenaire technique et financier NED a organisé une formation de trois (03) jours au profit de 25 élues locales dont vingt-trois (23) issues de sept régions du Niger (Maradi, Tillabéry, Tahoua, Dosso Zinder, Diffa, Agadez) et deux (02) issues de la région de Niamey. Ces formations ont porté sur les modules de rôles et responsabilités ainsi que de Leadership et la communication politique.

Amina Boukary



Ateliers de formation des observatrices



Crédit photo: ONG FAD



Crédit photo: ONG FAD





Atelier de formation des femmes élues, ONG FAD Niamey

Projet:

**CONTRIBUTION À
L'ÉPANOUISSEMENT DE LA
FILLE DE MARADI**

**Zones d'intervention:
Maradi**



Crédit photo: ONG FAD



Fada ambulante, villages de Maradi

PROJET: CONTRIBUTION A L'ÉPANOUISSEMENT DE LA FILLE DE MARADI

Le projet Contribuer à l'épanouissement de la fille de Maradi est un projet mis en œuvre par l'ONG FAD avec l'appui financier du Girls First Fund. L'objectif principal est de contribuer à réduire le mariage des enfants dans la région de Maradi, plus particulièrement dans les départements de Dakoro, Gazaoua et Mayahi à travers des ateliers de formation, des tables rondes, des sensibilisations dans les ménages et des plaidoyers communautaires. Ce projet s'étend sur trois années, de 2020 à 2022.

Au titre de l'année 2021, il a été réalisé :

- Plaidoyers communautaires sur le mariage des enfants dans les villages de Yada Gamo, Mallamaoua Kaka, Sabon Mashi lors de la phase I et à Tchaké, Rapha et Dan Biri Mainassara au titre de la phase II.
- Des fadas ambulantes (sensibilisation par

ménage) dans les villages de Tchaké, Rapha et Dan Biri Mainassara,

- Mise en place des comités de protection de l'enfant dans les communes et villages d'intervention
- La célébration de la journée Internationale des droits de l'enfant dans les villages bénéficiaires du projet

Issa Souleymane

PLAIDOYER COMMUNAUTAIRE SUR LE MARIAGE DES ENFANTS

Au titre de ce plaidoyer du 11 au 13 Mars 2021 puis du 19 au 21 Novembre 2021, une équipe de l'ONG FAD a séjourné dans les villages ciblés dans le but d'accompagner les comités villageois de protection de l'enfant dans la réalisation de l'activité. L'objectif principal était de sensibiliser les parents et les enfants sur les droits de l'enfant, les voies de recours en cas de violence faite à un enfant et sur la santé sexuelle reproductive.

Les filles en prenant la parole lors de cette activité, ont présenté les problèmes auxquels elles font face dans le domaine de l'éducation. Parmi ces problèmes on retient : le manque de toilette, l'insuffisance des enseignants dans les établissements, le manque des classes en matériaux définitifs, le manque d'hébergement pour les filles qui quittent les villages voisins ; le mariage d'enfants en milieu scolaire, l'exclusion des élèves etc.

Conduite par les membres des comités villageois de protection de l'enfant mis en place par FAD, cette activité a réuni plus de 1054 personnes dont 404 femmes, 258 hommes, 180 garçons et 212 filles. Parmi ces participants on note la présence des responsables en charge de l'éducation, les autorités municipales, les femmes des groupements féminins et les membres des comités de protection de l'enfant pour ne citer que ceux-là.

FADA AMBULANTE

Tenue du 29 Mai au 07 Juin 2021, l'activité dénommée Fada ambulante vise à sensibiliser les membres des ménages à travers des visites dans les maisons. Sur la base du taux de scolarisation dans les villages, avec l'appui des DDEN, les villages de Dan Biri Mainassara, Rafa et Kanan Bakaché, respectivement dans les départements de Dakoro, Gazaoua et Mayahi ont été identifiés pour la tenue de la présente activité en vue de réduire le mariage précoce mais également d'accroître le taux d'scolarisation des filles ainsi que celui d'achèvement dans les classes supérieures.

Conduite en langue locale par une équipe composée d'un juriste, d'un animateur SCOFI et d'un médecin, la présente activité a touché 138 maisons.

Les communautés ont pris conscience de l'importance

de l'éducation des enfants, la nécessité de la santé des adolescents notamment les filles, le besoin de protection des enfants contre toute forme d'abus, d'exploitation, de négligence et de maltraitance.

Aux termes de la présente activité les résultats suivants sont atteints :

- Trois (03) comités de protection de l'enfant ont été mis en place dans les villages dont deux comités villageois regroupant 24 personnes, et un comité communal composé de 17 membres conformément aux exigences du décret No 2019- 369 / PRN/MPF/ PE du 19 Juillet 2019 déterminant la composition des comités de protection de l'enfant ; soit un total de 41 membres dont 10 femmes.

- 45 meilleurs élèves filles ont reçus des cadeaux d'encouragement
- 1214 personnes touchées directement à travers des séances de sensibilisation par ménage dont 354 adultes, 443 enfants scolarisés, 129 déscolarisés et 288 non scolarisés

CÉLÉBRATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT (CDE)

Cette activité a été réalisées dans trois (03) localités différentes à savoir le village de Dan Biri Mainassara, Rafa et Tchaké. L'objectif visé étant de promouvoir le droit à l'éducation de l'enfant en particulier les filles d'une part et d'autre part de sensibiliser les populations sur l'importance de l'éducation de la fille et distinguer 60 meilleures élèves filles sur la base de leurs résultats scolaire.

Marquée par une forte mobilisation des enfants au tour du thème « pour chaque enfant, tous ses droits », cette activité a touché plusieurs personnes dont plus de 75 % sont des enfants. Ces derniers ont pris connaissance des droits que leur réserve la Convention des Droits de l'Enfant (CDE).

Ainsi aux termes de l'activité, les résultats suivants ont été atteints :

- 60 élèves filles primées sur la base de leurs résultats scolaires ;
- 975 personnes sensibilisées sur les droits des enfants ;

Issa Souleymane



plaidoyer communautaire sur le mariage des enfants, villages de Maradi



Crédit photo: ONG FAD



Projet:

**MOBILISATION ET
PARTICIPATION INCLUSIVE
ET ACCRUE DES FEMMES ET
DES JEUNES FILLES DANS
LES INSTANCES DE PRISE DE
DÉCISION**

**Zones d'intervention:
Niamey, Maradi, Zinder,
Agadez**

Financé par PNUD

Sultan du Damagoram, Débats grand public

MOBILISATION ET PARTICIPATION INCLUSIVE ET ACCRUE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES DANS LES INSTANCES DE PRISE DE DÉCISIONS

La composition d'un gouvernement est une phase transitoire importante pour le devenir d'un pays, en ce sens que le gouvernement est l'institution en charge de la bonne gouvernance et de la répartition équitable des biens et actions de l'Etat. Il s'agit donc d'une phase durant laquelle les couches existantes de la société doivent être prises en compte et impliquées dans le souci d'une meilleure prise en compte des besoins spécifiques de ces couches.

A cet effet et pour assurer la participation de tous à la gestion du pays, existe une loi sur le quota règlementant la présence de toutes les couches, pourcentage minimal à l'appui. Au titre du pourcentage alloué pour la représentativité du genre, (au Niger considéré comme étant les femmes, frange majoritaire de la population mais, la moins représentée dans les instances), il ressort 25% des postes électifs et 30% des postes nominatifs.

Constat est malheureusement fait que si au niveau des postes électifs ce minimum est respecté voir dépassé (27%), il n'en est pas le cas au niveau des postes nominatifs et ce depuis l'instigation de ladite loi en l'an 2000. Cette timidité dans la nomination et l'élection des femmes n'est que le reflet de l'insuffisante présence de la gent féminine en politique, domaine longtemps masculinisé et de ce fait hostile aux femmes.

Dans le cadre du solutionnement de cette insuffisance de représentativité des femmes de manière générale en politique, l'ONG FAD œuvre depuis 2016 à travers des actions de sensibilisation, formation ainsi que la mise en place du Comité des Femmes Mentor en politique (COFEMEP) qui sert de prolongement pour la mise en œuvre d'actions de proximité en vue de faire émerger les femmes dans le domaine de la politique.

L'ONG FAD en partenariat avec PNUD au Niger, a mis en œuvre une seconde phase du projet débuté en 2020 « Mobilisation et participation inclusive et accrue des femmes et des jeunes filles dans les instances de prise de décisions » avec cette fois ci pour spécificité de redynamiser les COFEMEP de 3 régions que sont Maradi, Zinder et Agadez et de les responsabiliser pour la mise en œuvre d'actions visant à mobiliser les acteurs et plaider auprès de ceux-ci en faveur de la promotion de la participation des femmes en politique.

Amina Boukary

REDYNAMISATION DES COMITÉS DE FEMMES POLITIQUES MIS EN PLACE PAR L'ONG FAD DANS LES RÉGIONS DE MARADI, ZINDER ET AGADEZ

Le Comité des femmes Mentors en Politique (COFEMEP) est une initiative de l'ONG FAD. Créé en 2017, ce comité a une envergure nationale et est composé à ce jour de femmes leaders issues de 33 différents partis politiques (tous bords confondus) avec pour objectif de prolonger les actions de l'ONG FAD dans ce domaine mais aussi de servir de pont (connexion) entre les partis politiques respectifs et l'ONG FAD dans le but de faciliter le partenariat entre ces deux parties. Pour garantir la proactivité de ce comité, il est élu en son sein un bureau national ainsi que des bureaux régionaux ayant tous des mandats d'une année renouvelable une seule fois.

En vue de tenir les Assemblées Générales prévues et redynamiser ledit comité, l'ONG FAD, en partenariat avec PNUD au Niger a eu à organiser une série de trois (03) ateliers de formation de deux (02) jours chacun au profit de soixante-douze (72) femmes politiques dont un atelier au niveau de l'hôtel Plaza de Maradi au profit de 21 femmes, un atelier à l'hôtel Highclass de Zinder au profit de 31 femmes et un atelier au profit de 20 femmes dans la salle de la MJC d'Agadez.

Les premières journées des ateliers ont eu pour résultat de former les 72 participantes sur le leadership à travers notamment la définition du concept et des qualités que doit cultiver le leader. Cette session permet de conscientiser les participantes sur leur pouvoir et les répercussions de leurs actions dans la société en tant que leaders.

Les secondes journées, elles, ont permis de rappeler aux participantes quelques documents qui pourront sous tendre leurs actions tels que la loi sur le quota et la convention signée entre FAD et 33 partis politique le 11 Septembre 2020.

A la fin de ces renforcements de capacité, était renouvelés les bureaux régionaux des COFEMEP qui se résument à 4 familles de postes que sont :

- La présidente et la vice-présidente
- La Secrétaire Générale et son adjointe
- La communicatrice et son adjointe
- La trésorière et son adjointe

A l'issue de ces activités, furent rédigés trois (03)

plans d'actions dont un par région en plus de la redynamisation des bureaux de COFEMEP dans les régions cibles.

DÉBATS GRAND PUBLIC AVEC LES FEMMES DES PARTIS POLITIQUES ET LES PRÉSIDENTS RÉGIONAUX DES PARTIS SUR L'IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DES FEMMES EN POLITIQUE DANS LES RÉGIONS DE MARADI, ZINDER ET AGADEZ

La présente activité s'est déroulée en deux étapes. La première étape a consisté en une mission préparatoire, durant laquelle, les femmes membres des COFEMEP dans les régions cibles ont eu à recueillir, sur la base d'un questionnaire pré établi, les avis et actions des Présidents Régionaux des partis politiques signataire de la convention FAD – Partis politiques en Septembre 2020.

La seconde étape fut le débat grand public en lui-même. Il s'est agi de cérémonie de deux (02) heures de temps maximum, qui avaient pour objectif principal d'inviter les Présidents Régionaux et les femmes à ressortir en plénière les problèmes liés à la participation des femmes en politique.

Ces débats furent faits dans les 3 régions cibles du projet que sont Maradi, Zinder et Agadez et ont vu la présence de près de 637 personnes dont 473 femmes.

Ainsi, de cette activité, 36 Leaders modèles à raison de 12 par région ont été primés sur la base des actions qu'ils ont eu à mettre en œuvre au profit des femmes politique en générale et celle de leur partis politique en particulier.

Ces primes (composées de cartables, blocs notes et tableaux de témoignage de satisfaction) représentent l'encouragement fait à ces 36 leaders quant à leur actions passées et les présente, pour l'ONG FAD, comme étant des ambassadeurs de la défense des droits des femmes au sein de leur partis politiques mais aussi de leur communauté



Débats grand public avec les femmes des partis politiques et les Présidents régionaux des partis



Plaidoyer auprès des commissions de l'Assemblée Nationale du Niger pour le respect du quota aux postes nominatifs

PLAIDOYER AUPRES DES MINISTRES ET AUTRES DÉCIDEURS POUR LE RESPECT DU QUOTA AUX POSTES NOMINATIFS

La présente activité s'est déroulée en trois étapes.

La première étape a consisté en une mission préparatoire au cours de laquelle, l'ONG FAD a eu à recueillir des données sur les nominations qui furent faites depuis la prise de poste du président actuel (avril 2021) à nos jours ainsi qu'un recueil de femmes cadres en vue de préparer l'argumentaire. Durant cette étape, fut également mis en place un comité de plaidoyer composé de 08 personnes dont quatre (04) femmes issues du COFEMEP national (désignée par leurs paires sur la base de leurs capacités à prendre la parole et défendre leur point de vue devant les autorités), une (01) femme issue de groupement MMD de Niamey également désignée sur la même base que les COFEMEP, une (01) femme leader sélectionnée sur la base de sa diplomatie et sa maîtrise du domaine politique et quatre (04) personnes de l'ONG FAD en les personnes de la Directrice exécutive, la Directrice Programme, la Cheffe du projet et le Responsable Communication.

La seconde étape fut la mission de plaidoyer en elle-même. Cette mission fut la compilation de plusieurs rencontres de deux heures de temps maximum durant lesquelles chacune à leur tour, les membres du comité ont eu à défendre le point sur lequel leur intervention se basait, en lien avec la nomination des femmes avant de donner la parole aux personnes rencontrées pour donner leur avis. C'est ainsi que furent rencontré onze (11) entités dont :

- Quatre (04) commissions et réseaux de parlementaires qui après avoir entendu les doléances du comité Adhoc se sont engagés à l'accompagner dans ses actions futures
- Quatre (04) leaders de partis politiques qui ont aidé le comité à mettre le doigt sur le fond du non-respect du quota genre au niveau de la nomination
- Le Député Maire de la ville de Niamey Monsieur Dogari qui à se voulant promoteur des droits des femmes est heureux d'accompagner les actions de l'ONG FAD dans ce sens pour autant que celle-ci fassent également la promotion de l'excellence

- Le Président de la République du Niger SEM Bazoum Mohamed qui a entend travailler avec les partis politique pour prendre des mesures correctives pour les prochaines nominations

- La Coordinatrice du système des Nations Unies au Niger qui s'est dite ravi d'appuyer autant que faire se peut l'ONG FAD dans ses actions à travers notamment l'augmentation de la visibilité et le port de son plaidoyer ou de droit.

La troisième étape de ce plaidoyer fut la réalisation d'un point de presse. Il fut fait en trois (03) langues à savoir Français, Haussa et Zarma et avait pour objectif de médiatiser les réalisations et résultats obtenus par l'ONG FAD lors de la mise en œuvre de ses plaidoyers.

CAPSULE DE VIDÉOS POUR LES TÉMOIGNAGES DES PRÉSIDENTS RÉGIONAUX DES PARTIS POLITIQUES

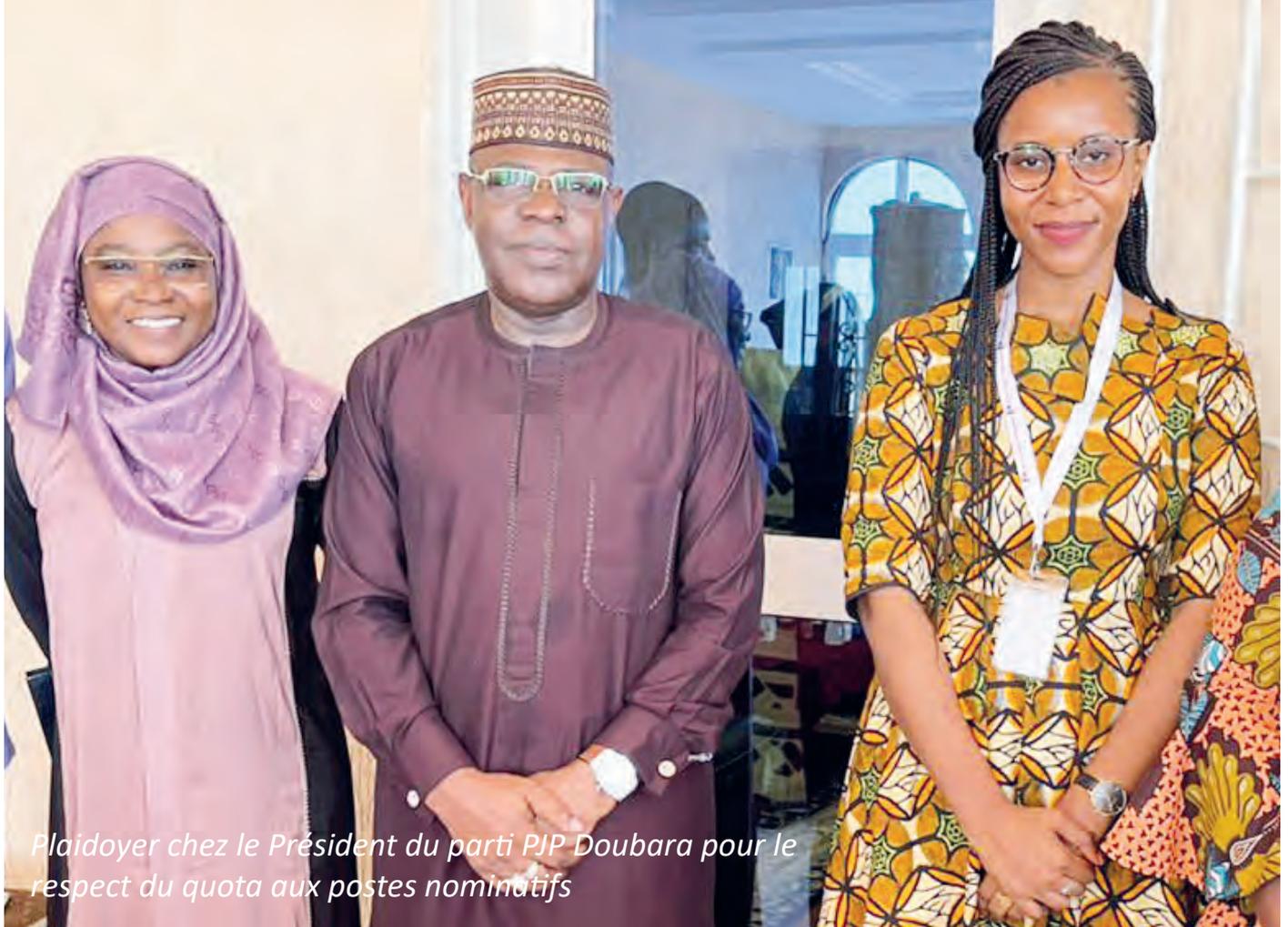
Lors des activités de débats grand public, les leaders régionaux présents furent interviewer afin de donner leur avis sur la participation des femmes et des jeunes filles aux élections locales et législatives 2020.

Ces interviews furent filmées et compilées en une capsule de vidéos qui fut médiatisées à travers les réseaux sociaux, 02 télévisions nationales et 21 radios communautaires dans 7 régions du Niger à raison de 3 radios par région.

Amina Boukary



Plaidoyer chez le Président du parti MPN Kishin Kassa pour le respect du quota aux postes nominatifs



Plaidoyer chez le Président du parti PJP Doubara pour le respect du quota aux postes nominatifs



TÉMOIGNAGE
de reconnaissance

S.E.M Mohamed Bazoum
Président de la République de Tchad

En reconnaissance de son engagement et de son soutien à l'Association pour le Développement de la Région de N'Djaména.



Plaidoyer chez le Président de la République du Niger SEM Bazoum Mohamed pour le respect du quota aux postes nominatifs



Projet: NDI

Implication des femmes et des jeunes dans le dialogue intra et inter religieux au Niger

**Zones d'intervention:
Maradi et Niamey**

PROJET : “ IMPLICATION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LE DIALOGUE INTRA ET INTER RELIGIEUX AU NIGER ”

La République du Niger, enregistre une population majoritairement féminine et fortement jeune. Cependant malgré leur supériorité numérique, les femmes et les jeunes se retrouvent en retrait des sujets de politique publique même lorsqu’il s’agit de la religion dont la liberté de pratique est un droit fondamental pour tous, reconnu par les conventions internationales ratifiées par le Niger et réaffirmé par la constitution nigérienne. Ces franges de la population étant en marge des affaires publiques ne s’impliquent pas véritablement dans les démarches pour la tolérance religieuse pourtant nécessaire vu le contexte socio politique qui prévaut actuellement dans le pays. Les femmes et les jeunes, sont au contraire instrumentalisés afin de semer le trouble, notamment lorsqu’il s’agit de manifestations violentes.

L’ONG FAD préoccupée par cette exclusion des femmes et des jeunes et inquiétée de leur instrumentalisation par des personnes et groupes malveillants, entend à travers le programme financé par le NDI, collaborer avec les femmes et les jeunes de Niamey et Maradi pour les amener à s’intéresser au dialogue intra et interreligieux et contribuer à la promotion de la tolérance religieuse au Niger.

Ainsi, en août 2021, l’ONG-FAD et le NDI ont signé un accord de subvention de fond pour contribuer à la mise en œuvre du projet “ Implication des femmes et des jeunes dans le dialogue intra et inter religieux au Niger ”. D’une durée de 10 mois (Juillet 2021 – Avril 2022), les activités réalisées en 2021 sont :

ABdoul Wahab

MISSION PRÉPARATOIRE POUR L'IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES

Cette mission préparatoire, effectuée dans les deux régions cibles du projet que sont Maradi et Niamey, avait pour objectif général, l'identification des associations et individus (femmes et jeunes) à impliquer dans la mise en œuvre du projet. C'était l'occasion aussi d'informer les autorités administratives et coutumières du lancement du projet.

Constituant la première phase du projet, différentes rencontres ont été réalisées à Niamey et à Maradi, avec des personnes ressources et des responsables de plusieurs structures et associations religieuses (musulmanes et chrétiennes). Les personnes rencontrées n'ont pas manqué de donner des sages conseils à l'équipe afin de mener à bien le projet sans pour autant toucher la sensibilité populaire. Aussi, cette activité a permis d'identifier les personnes ressources (détenteurs d'obligations, consultants et modérateurs) qui interviendront dans le cadre de la mise en œuvre des activités.

Ainsi, 88 personnes furent entretenues à Niamey et Maradi dans le cadre de cette activité. Aussi, un répertoire des associations religieuses de Niamey et Maradi de toute tendance confondue fut établi.

ATELIER DE FOCUS GROUPES AVEC LES FEMMES ET LES JEUNES MEMBRES D'ASSOCIATIONS RELIGIEUSES (MUSULMANS/CHRÉTIENS)

A la suite de la mission d'identification, 08 focus groupes (04 à Niamey et 04 à Maradi) ont été organisés par l'ONGFAD avec les femmes et les jeunes membres d'associations religieuses musulmanes et chrétiennes. D'une durée de deux jours par localité, ces focus groupes de 3h de temps ont été répartis comme suit :

- Niamey le 24 octobre 2021
Matinée : séance avec les jeunes membres d'associations chrétiennes
Après midi : séance avec les femmes membres d'associations chrétiennes

-Niamey le 25 octobre 2021
Matinée : séance avec les jeunes membres d'associations musulmanes
Après midi : séance avec les femmes membres d'associations musulmanes

-Maradi le 28 octobre 2021
Matinée : séance avec les jeunes membres d'associations musulmanes
Après midi : séance avec les femmes membres d'associations musulmanes

- Maradi le 29 octobre 2021
Matinée : séance avec les jeunes membres d'associations musulmanes
Après midi : séance avec les femmes membres d'associations musulmanes

Ces séances de focus groupes dirigés par des oulémas et pasteurs aguerris ont permis de recueillir les points de vue et les besoins des citoyens sur la liberté de religion et la cohésion sociale mais également des recommandations qui seront examinées par le comité de suivi avant d'être transmises aux autorités nationales. C'était également l'occasion pour les uns et les autres d'exprimer leurs sentiments vis-à-vis de la pratique de la laïcité au Niger. L'activité a permis ainsi de recueillir des témoignages poignants sur la pratique de la religion au Niger.

Ainsi, 71 jeunes et femmes membres d'associations religieuses de Niamey et Maradi ont été touchés par cette activité.

Abdoul Wahab



Atelier de focus groupes avec les femmes et les jeunes membres d'associations religieuses, Niamey



Atelier de focus groupes avec les femmes et les jeunes membres d'associations religieuses, Maradi

Examen Périodique Universel du Niger

RAPPORT CONJOINT À L'ATTENTION DU
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU



38E SESSION | MAI 2021

PROJET : PLAIDOYER EN FAVEUR DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES DANS L'EPU DU NIGER

Le Niger est depuis 2008 soumis à un Examen Périodique Universel (EPU) qui est une initiative du Conseil des droits de l'homme créée depuis 2006 par les Nations Unies dans le but d'être l'organe intergouvernemental principal sur toutes les questions relatives aux droits de l'Homme. L'EPU est un mécanisme quinquennal ayant pour but d'améliorer la situation des droits de l'homme dans chacun des 193 États membres des Nations Unies.

L'EPU est à sa troisième session et a pour but d'évaluer le niveau de prise en compte des recommandations qui ont été faites lors des deux précédents cycles. Par ce mécanisme, la situation des droits de l'Homme de tous les pays membres est examinée et le résultat de chaque examen est un « document final » listant les recommandations n'ayant pas été prises en compte ainsi que les nouvelles ayant été faites à l'État en question qui devra les mettre en œuvre avant l'examen suivant.

Cet examen est l'occasion pour les organisations de la société civile et autres défenseurs des Droits humains de mettre le doigt sur les points qu'ils aimeraient voir abordés lors des sessions afin de recommander, par le biais des pays y prenant part, des voies de recours pour solutionner les problèmes.

Pour le cas particulier du Niger, Il a subi son troisième EPU au mois de mai 2021. A cet effet, Le Niger a été formellement examiné par rapport à trois rapports qui sont : le rapport établi par Niger, une compilation de rapports établie par les agences des Nations Unies et une synthèse de communications des parties prenantes tel que les OSCs, les institutions nationales de droits de l'homme, etc.

En tant que OSC, WILPF Niger et l'ONG FAD ont eu à mettre en œuvre le présent projet afin de contribuer valablement à l'EPU du Niger. Pour cela, ces deux organisations ont eu à rédiger un rapport conjoint faisant le résumé des progrès et des points à améliorer sur quatre thématiques que sont le mariage d'enfants, l'éducation, la participation des femmes en politique et la prévention et gestion non violente de conflit.

Au terme de ce rapport qui a fait l'objet de relecture et correction par des experts tels que Mme Tessa du WILPF International, WILPF Niger et l'ONG FAD ont eu à organiser deux grandes activités s'articulant autour de ce rapport. Ce sont notamment un atelier d'information et de validation du rapport conjoint EPU de WILPF Niger et FAD ainsi qu'une campagne de plaidoyer auprès des ambassades pour la présentation et la prise en compte de nos recommandations par leurs pays lors du prochain EPU.

Mis en œuvre de Janvier à Avril 2021 à travers les 02 activités principales, ce projet a permis de vulgariser le rapport EPU du consortium WILPF/FAD et plaider pour une prise en compte effective de la situation des femmes et des jeunes filles dans l'EPU du Niger.

ABdoul Wahab

REUNION DE PRESENTATION DU RAPPORT EPU DE WILPF-NIGER ET DE L'ONG-FAD AUX DIFFERENTES AMBASSADES EXAMINATRICES DU NIGER LORS DE L'EPU 2021

A travers des audiences, différentes ambassades ayant émises des recommandations à l'endroit du Niger sur les thématiques de protection des femmes et filles au Niger ont été rencontrées. Il s'agit notamment de l'ambassade de France, Italie, Espagne, Allemagne, etc. Ces riches échanges ont permis à ces derniers de prendre connaissance du rapport EPU de WILPF Niger et FAD et ainsi être plus étayé sur le contexte actuel de l'avancement et des retards du Niger dans le cadre de la protection des femmes et des filles. A l'issue de cette activité les différents acteurs rencontrés ont pris bonne note des recommandations émises afin de les aligner sur les leurs.

Ainsi, c'est sur une note de satisfaction que WILPF Niger et L'ONG FAD ont vu présenter la plupart de leurs recommandations au cours de l'EPU du Niger tenu en mai 2021 ainsi que leurs prises en compte par l'Etat du Niger qui s'est engagé à poursuivre ses actions en vue de rendre effectif la protection des Droits de l'Homme au Niger spécifiquement ceux des femmes et des jeunes filles.

ATELIER DE PRESENTATION ET DE VALIDATION DU RAPPORT EPU DE WILPF NIGER ET DE L'ONG-FAD

Comme à l'accoutumer, FAD à la recherche de l'efficience a procédé à travers une approche pragmatique, à l'organisation d'un atelier à l'endroit des différentes structures et institutions nationales de protection des Droits de l'Homme. Ayant pour objectif la présentation et validation du rapport EPU, l'activité a réuni des représentants des ministères tels que celui de la justice, de la promotion de la femme, de l'éducation ainsi que des agents de la haute autorité à la consolidation de la paix, de la CNDH, CODDH, CNJ, COGEFIL, etc.

Ainsi à la suite de plusieurs présentations telles que celle de WILPF Niger, l'Examen Périodique Universel ainsi que le rôle des OSC dans ce processus qui est de

contribuer à la rédaction du rapport contenant des informations et plaider auprès des Etats membres de l'EPU.

Outre les présentations, des travaux groupes sur les différentes thématiques abordées par l'ONG-FAD et WILPF-Niger dans leur rapport ont été organisés afin que les participants puissent revoir les formulations des recommandations faites dans le but de confirmer leur exactitude ou rajouter quelques informations.

Au terme des travaux de groupe et de discussions, ont été maintenus quelques reformulations des recommandations portant sur les thématiques de l'éducation, de la participation politique des femmes et celle de la prévention et gestion de conflit.

Abdoul Wahab



Atelier de présentation et de validation du rapport EPU de WILPF Niger et de l'ONG FAD



Crédit photo: ONG FAD



Plaidoyer chez La Coordinatrice du système des Nations Unies au Niger pour le respect du quota aux postes nominatifs



LES ACTIONS ET DÉVELOPPEMENT
ZOOM 2020
RAPPORT ANNUEL

TÉMOIGNAGE
Louise Aubin

RETRAITE ANNUELLE 2021



Pour l'année 2021, cette activité s'est tenue à Karma sur une durée de 10 jours durant laquelle fut ressorti la planification annuelle des projets en cours de l'ONG FAD, des drafts de politique de lutte contre les abus des enfants, des drafts de procédures suivant les départements (ressources humaines, suivi évaluations etc.).

Cette activité fut également le lieu de mettre au même niveau d'information les membres de l'équipe et de les former sur des thématiques utiles telles que la sécurité, le leadership, le développement personnel. Cette retraite a également permis de resserrer les liens de l'équipe à travers des exercices de groupes et un moment de vérité durant lequel chacun a eu le loisir de dire à l'autre ce qu'il apprécie le plus et ce qu'il apprécie moins chez l'autre.

DIALOGUE POLITIQUE SUR LA FEUILLE DE ROUTE DE LA CEDEAO POUR METTRE FIN AU MARIAGE D'ENFANTS



Du 4 au 5 Aout 2021, l'ONG FAD avec l'appui financier de WILDAF Afrique de l'Ouest a réalisé un dialogue politique sur la feuille de route de la CEDEAO pour

mettre fin au mariage d'enfants au profit de 25 acteurs travaillant sur la thématique.

L'objectif était principalement de vulgariser la feuille de route de la CEDEAO pour mettre fin au mariage d'enfants auprès des acteurs étatiques et de la société civile. Ensuite il était question d'engager ces acteurs dans la mise en œuvre de la feuille de route, d'élaborer un plan d'action pour rattraper les gaps dans le cadre de la stratégie pour mettre fin au mariage d'enfants et enfin mettre en place un comité de suivi des engagements relatifs à la feuille de route.

La première communication, fut faite par Mr Sale Harouna, expert en plaidoyer et consultant principal de l'activité, afin de présenter la feuille de route de la CEDEAO pour mettre fin au mariage d'enfants. Sa communication fut interactive car il avait demandé aux participants de contribuer tout au long de sa présentation.

Ensuite le Directeur General de la protection de l'enfant niveau national, Mr Moussa Abdou a présenté une communication sous le thème « Présentation des engagements de l'Etat du Niger dans le cadre de la réalisation de la feuille de route et des mécanismes de mise en œuvre de la feuille de route au plan national ».

Ce fut par la suite, le tour du leader religieux cheik Bachir, présenta sa communication sous le thème : « Etat des lieux : avancées et gaps de l'engagement de la communauté et des responsables religieux à faire évoluer les normes sociales ».

Les directrices scofi niveau primaire et secondaire ont également présenté une communication ayant porté sur : « Etat des lieux des avancées et gaps de l'éducation de qualité pour les filles ».

La dernière communication du dialogue a porté sur « l'état des lieux des avancées et des gaps de : Rôle de la société civile et d'autres acteurs non étatiques dans la mise en œuvre de la feuille de route ; », elle a été faite par le consultant principal de l'activité.

OPEN DAY



A l'occasion de la Journée Internationale des droits de la femme, le 8 mars 2021 sous le thème leadership féminin pour un futur égalitaire dans le monde de la covid 19, l'ONG FAD a organisé une journée porte ouverte à l'endroit de 50 élèves filles de 05 établissements scolaires privés secondaires et 05 instituts universitaires de Niamey.

Ce fut l'opportunité pour ces élèves filles de prendre connaissance de l'ONG FAD et de ses volets initiatives en faveurs des femmes et des filles dans les huit régions du Niger à travers ses volets d'intervention avec un accent particulier sur celui de l'éducation. C'était également le lieu pour elles de comprendre les notions d'entreprenariat et de leadership féminin afin de mieux préparer leurs futures carrières.

Parallèlement aux activités instructives, FAD a aménagé un espace récréatif avec des lots à gagner sur la base de jeu question réponse. Les questions ont porté entre autre les types de violences basées sur le genre et les voies de recours, l'importance de l'éducation pour la jeune fille, l'historique de la journée Internationale de la Femme, de la jeune fille et celle de l'enfant.

Les filles participantes à l'activité ont également été amenées à réfléchir sur leurs ambitions avec des orientations de l'équipe FAD.

LE FACE A FACE



Le vendredi 16 juillet 2021 s'est tenue à Niamey la première édition de la grande rencontre des femmes sur la solidarité féminine. Dénommée le « face à face », ce fut une activité initiée sous fonds propre de l'ONG FAD et placée sous le parrainage de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant Mme Allahoury Aminata Zourkaleini.

Elle s'est déroulée sous forme d'une cérémonie à grande audience ayant mobilisé plus de 70 femmes et filles leaders de l'échiquier socioéconomique, politique et culturel du Niger.

Démarré avec l'allocution de bienvenue de la Présidente du comité d'organisation de l'évènement, Mme Laoula Binta qui s'est dite être heureuse de voir les femmes élites de tout bord confondu réunies dans une même salle. Elle a fini ses propos en invitant les femmes à être plus solidaires car un pays ne peut se développer sans les femmes.

La journée a observé trois panels tous riches les uns autant que les autres ayant porté sur :

Panel 1 : Leçons apprises du leadership des femmes dans les années 90 avec comme modératrice Mme Hélène Ayika de ce panel.

Panel 2 : les Défis, perspectives et opportunités (accès aux financement) à la solidarité féminine au Niger avec comme modératrice Mme Elisabeth Cherif.

Panel 3 : La remédiation au conflit intra et inter générationnelle avec pour modératrice Mme Oumou Kane

À la fin de l'activité, les points forts recensés à travers les interventions des unes et des autres sont :

- Le dynamisme de l'équipe organisatrice
- La présence effective des femmes invitées
- La maîtrise des thématiques par les panelistes
- La pertinence des échanges et partage d'expérience
- 38 engagements pris par les femmes leaders afin de promouvoir la solidarité féminine au Niger

CONCOURS MISS SCIENTIFIQUE



L'ONG FAD a célébré le 15 mai 2021 la troisième édition du concours Miss scientifique. Initié en 2018, il s'agit d'un concours régional dans les matières scientifiques, qui vise à promouvoir l'excellence mais aussi inciter les jeunes filles nigériennes à s'intéresser davantage au domaine scientifique afin de briser les stéréotypes dans le système éducatif.

Ce concours est organisé à l'occasion de la journée nationale de la femme nigérienne le 13 Mai, de manière tournante dans les régions du Niger. Après et Tillabery, c'est la région de Dosso qui a abrité la 3ème édition du concours avec la participation de 5 établissements scolaires du niveau secondaire.

Le concours a concerné 25 élèves filles qui ont composé dans les matières scientifiques : mathématiques, science de la vie et de la Terre, et Physique-Chimie. A l'issue de la composition des épreuves, un prix d'excellence « Miss scientifique » a été attribué aux trois (03) premières gagnantes de chaque filière, soit 9 filles primées au total.

AG ORDINAIRE



L'an 2021 et du 27 au 28 septembre, s'est tenue la troisième Assemblée Générale ordinaire de l'ONG FAD. L'ordre du jour de ces assises ordinaires comprenait cinq (05) points :

- 1.Présentation du rapport de bilan du Conseil d'Administration (CA) sortant ;
- 2.Révision et adoption des statuts et Règlements Intérieurs ;
- 3.Amendement et adoption des politiques et procédures de l'organisation ;
- 4.Election des membres du Conseil d'Administration (CA) et des commissaires aux comptes ;
- 5.Nomination du/de la Directeur (trice) Exécutif (ve) National (e).

Point 1 : Présentation du rapport de bilan du Conseil d'Administration sortant ;
Les membres du bureau du CA ont procédé à la présentation du rapport narratif de l'exercice écoulé, qui a été amendé et validé à l'unanimité des participants présent à la 3ème assemblée générale ordinaire.

En résumé, il est à retenir que la majorité des actions programmées ont pu être mises en œuvre. Mieux, le bilan en cette fin de mandat fait ressortir une nette amélioration des actions engagées au cours des années précédentes.

Point 2 : Révision et adoption des statuts et Règlements Intérieurs
Il y'a eu un échange fructueux ayant abouti à une réforme de l'organigramme de la structure, les Statuts et Règlement Intérieur ont été adoptés à l'unanimité des membres présent à l'AG.

Point 3 : Amendement et adoption des politiques et procédures de l'organisation
Notons qu'à ce niveau, il a été amendé et validé

les documents suivants : le manuel de procédure administratives et financières ; le manuel de politique des ressources humaines ; la politique anti-corruption ; la politique de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et le plan stratégique de communication ;

Point 4 : Election des membres du CA et des commissaires aux comptes

Il a été procédé à l'élection des personnes suivantes :

- 1.Mme Soumano Kanny au poste de PCA ;
- 2.Mr Adamou Djibo Boubacar au poste de Rapporteur
- 3.Mme Dangaladima Rahana ;
- 4.Mr Kaka Touda Mamane ;
- 5.Mme Aminou Mariama.

Aux postes de commissaires aux comptes, il a été enregistré les candidatures de :

- 1.Mme Hadiza Amadou
- 2.Mr Rachid Habibou

Point 5 : La nomination de la Directrice Exécutive Nationale

Sur proposition du Conseil d'Administration l'assemblée générale ordinaire a décidé à l'unanimité des membres présents de confier la direction exécutive nationale de l'ONG FAD à Madame Nafissa Idé Sadou pour son engagement, son leadership, son dévouement et son sens élevé de responsabilité.

« WAYBOREY MA ZADA » (L'ÉPANOUISSEMENT DES FEMMES DE DIODJOU À TRAVERS LEUR AUTONOMISATION)



La problématique de l'autonomisation des femmes a toujours été d'actualité au Niger. En effet plusieurs actions ont été mises en œuvre pour endiguer ce phénomène. Cependant, dans la réalité, les femmes surtout celles rurales sont les plus exposées financièrement. En effet, elles font face à de

nombreux défis tel que : la prise en charge du foyer, l'éducation des enfants, etc. Les hommes pour la plupart sont occupés à vaquer à leurs occupations champêtres ou à l'exode laissant à elle-même les femmes et les enfants.

A travers le renforcement des capacités économiques des femmes de cette communauté, elles pourront significativement contribuer à l'épanouissement de leurs foyers.

C'est dans ce sens, que FAD avec l'appui financier de l'Ambassade des Etats Unis au Niger a initié le présent projet pour une période de 05 mois d'octobre 2021 à février 2022.

Au titre de ce projet, intervenant dans la commune de Dioundjou, il a été réalisée une mission préparatoire et d'identification des groupements féminins. Au cours de la mission en novembre 2021, les autorités administratives et coutumières furent rencontrées ainsi que les services en lien avec le projet tel que la Direction de la promotion de la femme et la Direction départementale du développement communautaire. Les échanges tenus avec ces derniers, étaient orientés sur les groupements féminins et les activités qu'elles mènent ainsi que les conseils et recommandations des autorités locales pour mener à bien le projet.

Cette activité a permis de recueillir de sages conseils en vue de mener à bien le projet. Par ailleurs, les autorités ainsi que les femmes rencontrées n'ont pas manqué de montrer leur satisfaction pour l'intérêt porté à leur communauté ainsi que l'approche qui a été utilisée afin de les impliquer dans tous les phases du projet. A la suite de la rencontre avec les autorités, différents groupements œuvrant dans le cadre de la transformation furent rencontrés. Les femmes de ces groupements ont tenu à partager avec l'équipe, les activités qu'elles mènent, leurs structurations ainsi que leurs besoins en termes de renforcement de capacité. Ainsi, à travers la genèse de ses échanges les fiches d'identifications des groupements furent renseignées. L'activité pris fin par une note de satisfaction des autorités locales ainsi que des membres de groupements rencontrés.

A la suite de cela, les femmes membres de groupement seront formées en vie associative et en activité génératrice de revenu (AGR). Elles seront également assistées dans la procédure pour l'obtention de l'agrément de leurs groupements.

A la suite de cette formation elles seront dotées en moulins à grain et cuisines respectueuses de l'environnement pour qu'elles puissent être autonomes. Enfin une mission de suivi sera organisée afin de voir l'impact du projet et faire l'état de lieu des dotations qu'elles ont reçu.

Conclut pour une la seule activité réalisée au cours de 2021 fut la mission préparatoire d'information et d'identification des groupements féminins qui bénéficieront directement des acquis du projet.

CONFÉRENCE REGIONAL DE WILPF AFRIQUE



Du 12 au 13 novembre 2021, s'est tenu le congrès régional africain de WILPF, regroupant plus d'une dizaine de sections et groupes de WILPF Afrique dont le WILPF Niger.

Ce congrès, a eu pour résultat de resserrer les liens entre les différents groupes et section, faire le point sur l'avancement des actions menées par chaque pays dans le cadre de l'atteinte des objectifs du WILPF International et de discuter ensemble des perspectives pour les années à venir. Compte tenu de la crise sanitaire dû à la COVID 19, le congrès fut fait en ligne à travers l'application ZOOM.

En amont de cette conférence, des vidéos furent envoyés aux participants afin de former ces derniers sur quelques thématiques et ainsi diriger leurs travaux. WILPF Niger a enregistré la participation de 10 personnes, membres de ladite League au niveau national.

Durant la première journée les participants furent éduqués sur les visions et missions du WILPF international, les conventions et instruments en lien avec femme paix et sécurité, le programme

de désarmement de WILPF et les Masculinités Militarisées.

La seconde journée elle a permis aux participants de découvrir le Programme Femmes Paix et sécurité du WILPF (FPS), le programme d'Economie politique féministe de WILPF et l'austérité et enfin l'évaluation et Apprentissage.

CADRE D'ÉCHANGES ET DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES DÉNOMMÉ « UNIVERS DES ELUES »



Le cadre d'échanges et de partage d'expériences dénommé « Univers des candidates » est une initiative de FAD avec l'appui technique et financier de l'Agence Belge de Développement ENABEL afin de valoriser les actions des candidates aux échéances 2020-2021 pour une meilleure implication des femmes dans les instances décisionnelles au Niger.

Au cours de cette activité d'une seule journée, deux (02) Guest-Speakers dont une (01) candidate élue et une (01) non élue ont été identifiées sur la base de leurs parcours politiques, influences et dynamisme. Ces dernières ont eu à partager leurs expériences vécues sur le terrain, les leçons apprises, ainsi que les défis à relever pour les élections prochaines.

Des kits de d'encouragement composés de sacs et pagnes ont été également offerts aux invitées d'honneurs (Guest-Speakers) pour clôturer l'activité en beauté.

Trente-trois (33) personnes au total ont assisté à ce cadre d'échange dont Cinq (05) personnes d'ENABEL, cinq (05) personnes de FAD, Dix (10) candidates de COFEMEP, Dix (05) candidates du MMD, Cinq (05) personnes apolitiques et Deux (02) Guest-Speakers.

Les femmes ont recommandé au cours de cette activité que les partis politiques s'assument dans l'accompagnement des militantes dans leur combat politique et ont mis l'accent sur la promotion de la solidarité féminine dont le manque constitue un blocage des femmes dans tous les secteurs de développement.

ALLIANCE CONTRE LES INÉGALITÉS



L'Alliance Contre les Inégalités (ACI) est une initiative d'organisations nationales et internationales de défense des droits humains. Il s'agit d'un cadre collaboratif pour œuvrer dans les domaines sociaux de base à savoir l'éducation, la santé, la gouvernance et l'hydraulique afin de contribuer davantage à la lutte contre toute forme d'inégalités qui sévit au Niger.

Ainsi, en Mai 2020, avec l'approche des élections présidentielles couplées aux législatives l'opportunité a été saisie d'être en contact avec les leaders politiques pour soumettre les doléances afin qu'ils puissent les intégrer dans leurs projets de société et s'engager à apporter des solutions. Ce cahier de doléances a abouti à l'élaboration d'un manifeste qui évoque 10 inégalités majeures.

- Garantir à tous les nigériens, notamment les femmes et les filles un accès équitable et gratuit à l'éducation et à la santé.
- Réviser la loi sur la protection sociale pour prendre toutes les formes de vulnérabilité y compris celles qui émane de la pandémie de COVID 19
- Promouvoir l'accès à un travail digne à tous les nigériens notamment les femmes et les filles
- Soutenir les agriculteurs et éleveurs à travers l'adoption de politique agricole afin d'augmenter leur productivité
- Garantir un système fiscal juste et transparent de la dette publique
- Promouvoir l'égalité de sexe dans le domaine du travail

- Garantir la liberté d'expression
- Voter des lois pour une meilleure adaptation au changement climatique
- Voter des lois sur le déplacement des populations et allouer des ressources adéquates pour y faire face
- Garantir le respect des droits des populations civiles en situation de conflits.

Ainsi, 16 leaders politiques ont signé le manifeste à travers lequel ils se sont engagés à prendre en compte ces inégalités.

De sa création à aujourd'hui, les membres ont eu à réaliser plusieurs activités dont entre autres des caravanes de sensibilisation dénommées « Caravane d'équité » dans les 8 régions du Niger. A travers, ces caravanes il a été question de mobiliser les jeunes et les femmes sur les inégalités criardes au Niger et aussi d'engager les leaders politiques à prendre en compte la réduction des inégalités dans leurs programmes de gouvernance.

L'ACI a également réalisé des plaidoyers à l'endroit des agents de l'éducation.

BRIDGE YOUTH CONNECT : ENGAGEMENT POSITIF DES JEUNES NIGER & BURKINA FASO



Credit photo : Mercy Corps

Bridge Youth Connect (BYC) est un programme mis en œuvre au Niger (Maradi, Tillabéri) et au Burkina Faso (Est, Centre-Nord). Il est financé par l'USAID et mis en œuvre par un consortium d'ONGs composé de : Swisscontact, SOS Sahel, Viamo, l'ONG FAD, GeoAnalytics Center, Ideo.org et Mercy Corps qui détient le lead de la collaboration.

Prévu pour durer de Novembre 2020 à Octobre 2025, BYC a pour objet l'amélioration de l'accès des jeunes vulnérables aux opportunités économiques et sociales au Niger et au Burkina Faso. A terme, BYC escompte soutenir et Impacter 65 000 jeunes filles et garçons dans les deux pays en mettant l'accent sur les couches les plus marginalisés.

Dans cette dynamique, l'ONG FAD est chargée d'assurer techniquement la prise en compte du genre et de l'inclusion sociale au niveau de l'élaboration des documents mais aussi dans toutes les phases du programme sur le terrain. A ce titre et depuis juillet 2021, l'ONG FAD se déploie pleinement dans les différentes activités menées avec les autres acteurs du consortium BYC : c'est à-dire les ateliers, la sélection des villages d'intervention et en février prochain l'identification des jeunes et groupes cibles du programme. Plus spécifiquement, et d'ici à la fin du premier trimestre 2022, l'ONG FAD entamera la mise en place des clubs de futurs maris au sein des communautés BYC.

En effet, c'est le format retenu pour mener les activités de formations en masculinité positive au profit des jeunes hommes non maris, mentorés par les maris modèles afin de les outiller à être des partenaires dépourvus de toutes formes de violences, les encourager à être des maris et alliés sûrs de leurs futures épouses pour édifier des ménages responsables au sein de communautés plus épanouies.

FORMATION SUR LES VSBG DANS RÉGION DE MARADI



L'ONG FAD a été sollicité par la Croix Rouge Nigérienne pour la conduite d'une série de formations en VSBG au personnel et volontaires de la Croix-Rouge nigérienne, personnel d'APBE, membres des plateformes communautaires, écoles des maris, clubs des mères et enseignants et association des parents d'élèves.

Les résultats attendus à l'issue de cette prestation sont :

- Les capacités/connaissances sur les VSBG et les techniques de sensibilisation du personnel et

volontaires de la CRN, ainsi que de l'équipe d'APBE sont renforcées à travers des formations.

- Les capacités/connaissances sur les VSBG et les techniques de sensibilisation des membres des plateformes communautaires sont renforcées à travers des formations.

- Les capacités/connaissances sur les VSBG et les techniques de sensibilisation des hommes d'Écoles des Maris sont renforcées à travers des formations.

- Les capacités/connaissances sur les VSBG et les techniques de sensibilisation des enseignants, des directeurs des écoles et des APE sont renforcées à travers des formations.

- Les capacités/connaissances sur les VSBG et les techniques de sensibilisation des femmes membres des Clubs des Mères sont renforcées à travers des formations

Au total 223 personnes ont été formées dans la région de Maradi

DOTATION DU CEG KONGOU ZARMAGANDA EN FORAGE D'EAU ET LATRINES



Soucieuse de l'éducation de la jeune fille, l'ONG FAD grâce au généreux soutien de David Lipton, Directeur Adjoint de Fonds Monétaire International (FMI), a doté le 2 juin 2021 le CEG Kongou Zarma Gandey de 4 latrines et d'un forage d'eau solaire. Effet le collègue Kongou Zarma Gandey est situé dans la commune Niamey 4 et fait partie des écoles bénéficiaires de l'ONG FAD. Comme beaucoup de collèges de la périphérie et des villages, ce collège ne disposait pas d'eau potable et d'installation sanitaire permettant aux filles de faire face à leur période de menstrues.

FORMATION DES LEADERS FEMMES D'INFLUENCE SUR LES PIÈCES D'ÉTAT-CIVIL



Le projet OIF/Etat-civil est un projet mis en œuvre par l'organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ainsi que ses partenaires institutionnels de la société civile au Niger dans la région de Zinder depuis 2020 à travers sa Phase 1 (phase pilote) qui a fait l'objet d'une grande réussite (3.700 personnes enregistrées), ayant permis l'atteinte des objectifs dudit projet.

Dans le but d'élargir les activités et toucher plus de cibles, une deuxième phase du projet a été initiée. C'est en ce sens que l'ONG-FAD a été sollicitée pour intervenir et dispenser des formations sur l'importance des pièces d'état-civil à quinze (15) femmes leaders d'influence de chacune des communes cibles (villages environnants y compris) et aussi de discuter avec ces dernières afin d'aborder les problématiques spécifiques aux femmes et jeunes filles.

A cet effet, FAD a eu à organiser en 2021 cinq (05) séances de formations et sensibilisations des leaders femmes d'influences de cinq communes rurales de la région de Zinder plus précisément Bouné, Gouna, Doungass, Sassoumbroum et Guidimouni sur l'importance des pièces d'état-civil (Acte de naissance de mariage, de divorce et du décès) respectivement dans la période de Juin, Aout, Octobre, Novembre et Décembre 2021.

Ces activités ont été réalisées avec la collaboration de Africa Obota Niger, par le biais du financement de « Regard de Femmes ». L'objectif était de former et sensibiliser les participantes afin qu'elles puissent restituer à leur tour auprès de leurs communautés respectives les connaissances acquises lors de ladite

formation.

Au total soixante-quinze (75) femmes ont été touchées, en raison de 15 femmes par commune.

Les discussions faites avec les bénéficiaires sur les différents problèmes que rencontrent les femmes et jeunes filles de leurs localités respectives dans les domaines de développement on ressortis :

- Eloignement des écoles
- Problème de tutorat une fois en ville pour les études
- La non implication des femmes dans la gestion des affaires publiques
- Les femmes subissent des violences conjugales (coups et blessures, injures...), et dénis de ressource (le mari ne nourrit et n'habille pas sa famille) dans toutes les localités cibles du projet

Aussi, c'est aux femmes de prendre en charge la variété de nourriture pour accompagner la fille chez son époux quand elle se marie. A défaut, la mariée sera critiquée par sa belle-famille et son entourage.

MARCHE POUR LE CLIMAT



Organisée sous le lead de Oxfam et Care international au Niger le 5 novembre 2021 sous le thème « Crise climatique : Donnons la parole aux femmes et aux jeunes », la marche pour le climat a vu la participation de plusieurs acteurs de la société civile et s'est déroulée du stade général Seyni Kounthé au rond-point justice de Niamey où a eu lieu le point de presse.

Juste après cette marche, un mémorandum a été remis à madame Garama Saratou Rabiou Inoussa, ministre de l'environnement et de la lutte contre désertification, par le Directeur Pays de Oxfam, du Directeur Pays de Care international et des représentants de la société civil partenaire.

LE PERSONNEL DE L'ONG FAD 2021



Kanny Soumano
PCA



Nafisatou Idé Sadou
Directrice Exécutive



Mariama Mamoudou Djibo
Directrice Programmes



Balkissa Diallo
Responsable
Comptable/Fianance



Tahirou Sayizé Abdelkader
Responsable Logistique



Kamal Bano
Responsable RH



Issa Souleymane
Représentant Régional Maradi



Abdoul Khafid Ousseini
Responsable Communication



Rekia Mai Nassara
Responsable Suivi-Evaluation



Harouna Garba
Comptable



Abdou Inoussa Mahamadou
Comptable



Rachelle Aboubacar
Comptable



Amina Boukary
Cheffe de Projet



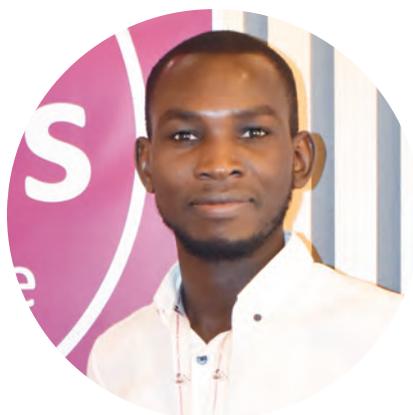
Fanna Boukar
Cheffe de Projet



Eud Kaltani Bokossa
Assistant Programmes



Faridatou Mahaman
Assistante Projet



Boureima Bassirou
Assistante Suivi évaluation



Hassana A. Cheik Fall
Assistante Projet



Zeinabou Abdourahmane
Assistante RH



Hamidou A. Abdoulwahab
Chef de Projet



Halimatou Abdourahman
Conseillère Genre

Agir plus, agir mieux en faveur de la femme

NOS PARTENAIRES FINANCIERS







Crédit photo: ONG FAD



Niger: Agadez, Diffa, Dosso, Maradi,
Niamey, Tahoua, Tillabéri, Zinder

12

Projets réalisés

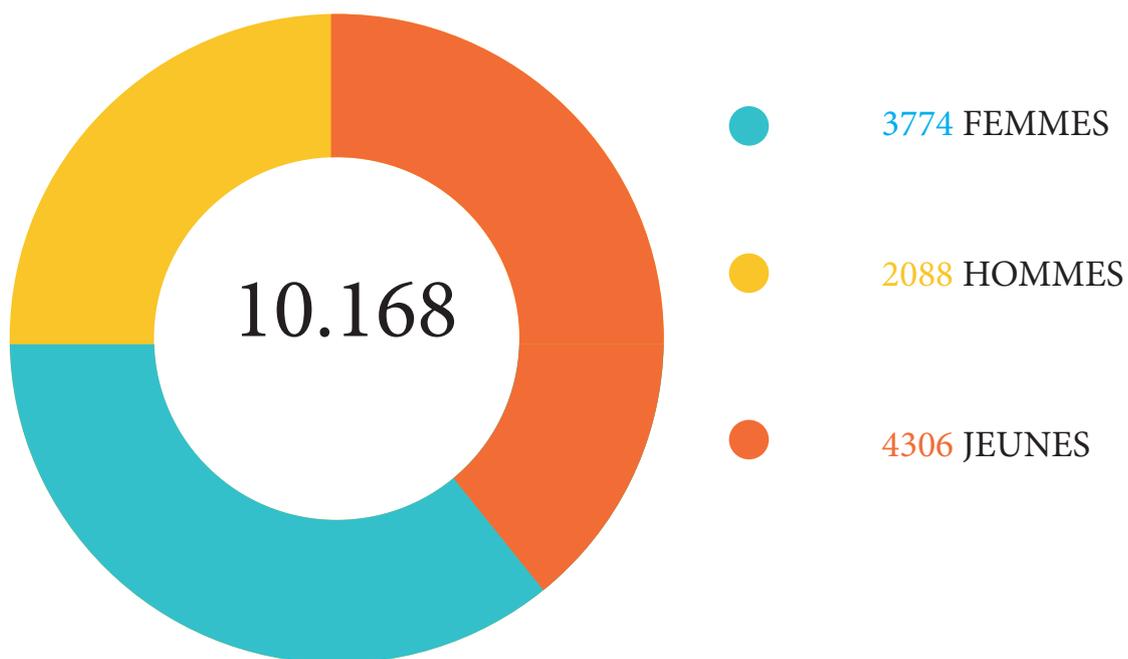
10 168

Bénéficiaires directs

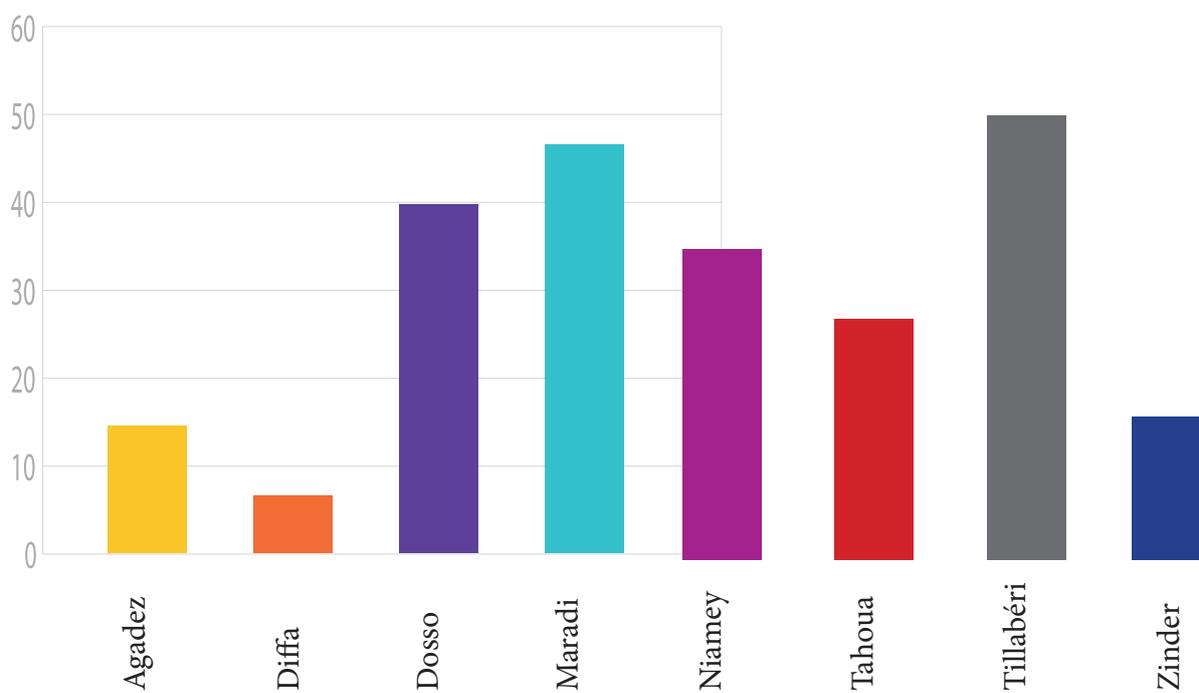
9 624 288

Personnes touchées

Répartition des bénéficiaires directs



Intervention par région





FAD

Femmes
Actions
Développement

Femmes Actions et Développement (FAD) est une organisation féminine de défense des droits des femmes au Niger. Reconnue officiellement depuis 2010 elle intervient dans le souci d'améliorer le niveau de vie des femmes aussi bien rurales qu'urbaines et de renforcer leur participation dans toutes les actions de développement.

Adresse

Dérière le centre aérer BCEAO, Niamey Niger

Email: ongfadniger@gmail.com

Tél: +227 80 20 11 11

Site web: www.ongfad.org